

JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO PLACÉ SOUS LE MANDAT DE LA FRANCE

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies ...	35 fr.	20 fr.
Etranger, { Pays à demi-tarif	50 fr.	30 fr.
{ Pays à plein tarif	60 fr.	35 fr.

Prix du numéro { Au comptant, à l'imprimerie : 1, fr. 50
Par porteur ou par la poste.
Togo, France et Colonies : 1, fr. 75
Etranger : Port en sus.

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ. TOGO. (A. O. F.)

Les abonnements sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne	2 fr.
Minimum	10 fr.
La page	200 fr.
Chaque annonce répétée : moitié prix ; minimum	10 fr.

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.

Pour les réclames, demandez le tarif spécial.

Madame DE GUISE recevra au Gouvernement le samedi 5 août de 17 à 19 heures.

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

- Décret du 21 avril 1933**, réorganisant la justice indigène au Togo (*Arrêté de promulgation du 26 juin 1933*). 386
- Décret du 29 mai 1933**, établissant le prélèvement sur les traitements, soldes et salaires des fonctionnaires des cadres coloniaux. (*Arrêté de promulgation du 8 juillet 1933*). 397

ACTES DU POUVOIR LOCAL

- Arrêté du 11 mai 1933**, réduisant l'indemnité de fonctions accordée au personnel de l'agence économique. 398
- Arrêté du 24 juin 1933**, portant modification à l'arrêté du 20 mai 1933 sur les indemnités. 398
- Arrêté du 26 juin 1933**, portant modifications au budget local du Togo — exercice 1933. 398
- Arrêté du 26 juin 1933**, portant virement de crédits à l'intérieur du chapitre XI travaux publics — budget local, exercice 1933. 399
- Arrêté du 26 juin 1933**, portant ouverture d'un crédit supplémentaire au chapitre VI du budget d'emprunt. 400
- Arrêté du 5 juillet 1933**, portant annulation de crédits restés sans emploi à la clôture de l'exercice 1932. 400
- Arrêté du 26 juin 1933**, portant application d'une contribution exceptionnelle sur les traitements du personnel des cadres locaux. 401

- Arrêté du 26 juin 1933**, portant réglementation spéciale au personnel militaire hors cadres au Togo au titre de l'attribution de logement. 401
- Arrêté du 26 juin 1933**, rapportant l'arrêté n° 224 du 29 avril 1931 accordant une indemnité de dépaysement au personnel des cadres secondaires de l'A.O.F. en service détaché au Togo. 402
- Arrêté du 26 juin 1933**, autorisant un prélèvement ordinaire sur la caisse de réserve du Territoire. 402
- Arrêté du 26 juin 1933**, portant approbation d'une délibération de la commission municipale de la commune-mixte de Lomé. 402
- Arrêté du 26 juin 1933**, portant modifications aux tarifs du chemin de fer. 403
- Arrêté du 26 juin 1933**, approuvant et rendant exécutoires divers rôles supplémentaires afférents à l'exercice 1933. 404
- Arrêté du 26 juin 1933**, supprimant le bureau spécial d'état-civil du cercle de Lomé. 404
- Nominations, mutations, etc... concernant le personnel** 404
- Censeur administratif** 408
- Commissions** 408
- Dépôt pharmaceutique** 409
- Félicitations officielles** 409
- Lotissement** 409
- Remboursement de marchandises** 410
- Taxe de statistique** 410
- Vacances scolaires** 410
- Domaines** 410
- État des principaux produits du crû exportés pendant le mois de juin 1933.** 410

PARTIE NON OFFICIELLE

- Société Africaine Financière et Agricole — S. A.** 411
- Annonces — (Voir supplément)**

PARTIE OFFICIELLE**ACTES DU POUVOIR CENTRAL****Réorganisation de la justice indigène au Togo**

ARRETE N° 362 promulguant au Togo le décret du 21 avril 1933 réorganisant la justice indigène au Togo.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 21 avril 1933 portant réorganisation de la justice indigène au Togo, notamment l'article 19;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo sous mandat français, le décret du 21 avril 1933 réorganisant la justice indigène au Togo.

ART. 2. — Le dit décret sera applicable pour compter du 1^{er} octobre 1933.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 26 juin 1933.

R. DE GUISE.

RAPPORT

Au Président de la République Française.

Paris, le 21 avril 1933.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

L'organisation et le fonctionnement de la justice indigène ont été réglementés au Togo par décret du 22 novembre 1922.

La mise en vigueur de ce texte et une expérience de dix années ont démontré la nécessité de le modifier profondément pour l'adapter à l'état actuel d'évolution des populations indigènes. Le Commissaire de la République sur ce Territoire a proposé d'y appliquer, *mutatis mutandis*, les dispositions du décret du 3 décembre 1931 réorganisant la justice indigène en Afrique occidentale française et qui avait fait l'objet d'une étude approfondie de la part des services compétents et de la commission de réorganisation judiciaire aux colonies.

Nous avons, en conséquence, fait préparer le projet de décret ci-joint, reproduisant intégralement, avec les adaptations de détail nécessaires, le texte du décret

susvisé que nous avons l'honneur de soumettre à votre haute sanction.

Veuillez agréer, monsieur le Président, l'hommage de notre profond respect.

Le ministre des colonies,

Albert SARRAUT.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,

Eugène PENANCIER.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le mandat sur le Togo confié à la France par la Société des nations en exécution des articles 22 et 119 du traité de Versailles en date du 8 juin 1919;

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu l'article 4 du décret du 1^{er} décembre 1858;

Vu la loi du 14 août 1885 sur les moyens de prévenir la récidive;

Vu le décret du 12 décembre 1905 sur la répression de la traite;

Vu le décret du 2 mai 1906 sur les conventions écrites;

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 22 novembre 1922, portant organisation de la justice indigène au Togo;

Vu le décret du 26 avril 1923 sur la répression de l'anthropophagie;

Vu le décret du 22 mai 1924, fixant la législation applicable au Togo, modifié par décret du 5 mai 1926;

Vu le décret du 16 novembre 1924, réorganisant la justice française en Afrique occidentale française et dans le territoire du Togo sous mandat de la France, ensemble les décrets modificatifs;

Vu le décret du 5 mars 1927, déterminant les pouvoirs des gouverneurs quant à l'administration de la justice;

Vu le décret du 30 décembre 1928 autorisant dans les colonies autres que les Antilles et la Réunion, dans les pays de protectorat et territoires à mandat dépendant du ministère des colonies, les gouverneurs généraux, gouverneurs et commissaires de la République à fixer par voie d'arrêté les honoraires, les indemnités et les frais de justice;

Vu le décret du 22 août 1928 déterminant le statut de la magistrature coloniale;

Vu le décret du 3 décembre 1931 portant réorganisation de la justice indigène en Afrique occidentale française et création d'une chambre d'annulation siégeant à Dakar;

Sur le rapport du ministre des colonies et du garde des sceaux, ministre de la justice;

DECRETE :**TITRE I****Principes généraux d'organisation et de compétence des juridictions indigènes**

Le décret du 22 novembre 1922 réorganisant la justice indigène dans le territoire du Togo sous mandat de la France est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

ARTICLE PREMIER. — Sur toute l'étendue du territoire du Togo sous mandat de la France, la justice est rendue aux indigènes, tels qu'ils sont définis à l'article suivant, par des juridictions indigènes qui

sont : des tribunaux du premier degré, des tribunaux du deuxième degré, des tribunaux criminels, un tribunal colonial d'appel et une chambre de la cour d'appel de l'Afrique occidentale française qui reçoit le nom de chambre d'annulation.

Les juridictions indigènes connaissent, en matière répressive, des infractions commises par des indigènes au préjudice d'autres indigènes, de l'Etat français, du territoire, d'une administration publique, et, en matière civile et commerciale, sauf les exceptions prévues aux articles 7 et 8 ci-après, des litiges dans lesquels les parties sont exclusivement des indigènes.

ART. 2. — Sont indigènes dans le sens du présent décret, et justiciables des juridictions indigènes, les individus originaires des possessions françaises de l'Afrique occidentale française, de l'Afrique équatoriale française et des territoires sous mandat de la France, ne possédant pas la qualité de citoyen français et ceux qui, étant originaires de contrées comprises entre ces territoires, ou limitrophes de ces territoires, n'ont pas dans leur pays le statut des nationaux européens.

Le justiciable qui, dès le début de l'instance, ne s'est pas prévalu d'un statut susceptible de le soustraire à la juridiction indigène, ne peut attaquer de ce chef le jugement intervenu. Il incombe à l'intéressé de rapporter la preuve du statut invoqué, en temps utile. Le cas échéant, il peut être mis en demeure de la faire dans un délai prescrit par décision spéciale. A l'expiration de ce délai et à défaut de la justification requise, il est passé outre au jugement.

ART. 3. — Les membres européens ou indigènes des juridictions ont toujours, et en toute matière, voix délibérative. Ils ne sont pas soumis à la récusation. Si l'un d'eux estime avoir des motifs de s'abstenir, il les expose au président de la juridiction qui décide s'il doit s'abstenir et, dans l'affirmative, le remplace conformément aux principes posés ci-dessous.

Si ces motifs existent pour tous les membres d'un tribunal du premier degré, il en est donné avis par le président de la juridiction au commandant de cercle qui renvoie la cause devant un tribunal du même degré de son cercle ou, s'il n'y a pas d'autre tribunal du même degré dans son cercle, en avise le Commissaire de la République qui renvoie la cause devant le tribunal du même degré le plus voisin.

Si, enfin, ces motifs existent pour tous les membres d'un tribunal du deuxième degré, le Commissaire de la République, sur l'avis qui lui en est donné par le président, renvoie la cause devant un tribunal du même degré voisin.

ART. 4. — Les fonctions de président et d'assesseurs indigènes sont incompatibles avec tout emploi rétribué par la colonie, à l'exception de ceux de chef supérieur, de canton, de village, de quartier, de famille.

ART. 5. — Le chef supérieur, de canton, de village, de quartier ou de famille est investi en matière civile

et commerciale, du pouvoir de concilier les parties. L'accord intervenu acquiert la force probante des actes sous seing privé lorsqu'il est constaté par le commandant du cercle ou le chef de subdivision en présence du conciliateur et des parties, dans les formes établies par le décret du 2 mai 1906 susvisé. S'il demeure à l'état de convention verbale, il possède la valeur reconnue par la coutume aux conventions de cette nature. Ce préliminaire de conciliation ne fait obstacle, en aucun cas, à l'engagement ultérieur des instances.

ART. 6. — En matière civile et commerciale, les juridictions indigènes appliquent exclusivement la coutume des parties.

En cas de conflit de coutumes, il est statué :

1^o Dans les questions intéressant le mariage et le divorce, ou l'attribution de l'enfant et le sort de l'épouse en cas de rupture du mariage par divorce, répudiation ou décès de l'un des conjoints, selon la coutume qui a présidé à la négociation du contrat de mariage, ou, s'il n'y a pas eu de contrat, selon la coutume de la femme ;

2^o Dans les questions relatives aux successions et testaments : selon la coutume du défunt ;

3^o Dans les questions relatives aux donations : selon la coutume du donateur ;

4^o Dans les questions concernant les contrats autres que celui du mariage : selon la coutume la plus généralement suivie dans le lieu où il est intervenu le contrat ;

5^o Dans les autres matières : selon la coutume du défendeur.

ART. 7. — Les indigènes peuvent, d'un commun accord, en matière civile et commerciale, réclamer le bénéfice de la juridiction française. En ce cas, il leur est fait application des usages et coutumes les régissant, à moins que les parties n'aient déclaré dans un acte qu'elles entendaient placer leur convention sous l'empire de la loi française, auquel cas cette loi seule est applicable.

ART. 8. — En même matière, les différends entre justiciables des tribunaux français et justiciables des tribunaux indigènes peuvent, d'un commun accord, être portés devant les tribunaux indigènes qui, dans ce cas, appliquent la coutume indigène. L'accord est constaté par une convention analogue à celles qui sont prévues par le décret du 2 mai 1906 susvisé.

ART. 9. — Il est interdit aux huissiers de faire un acte quelconque de leur ministère à la requête d'un indigène non justiciable des tribunaux français contre un autre indigène relevant également des juridictions indigènes, sans avoir été mis en possession préalable de la copie, dûment certifiée, de la convention établie conformément aux dispositions du décret du 2 mai 1906 susvisé, spécifiant que les deux intéressés ont consenti à porter le différend dont il est question devant les tribunaux français.

L'acte de l'huissier doit mentionner explicitement les parties de l'accord intervenu en vertu desquelles son ministère est rendu valable.

ART. 10. — En matière répressive, les juridictions indigènes s'inspirent de la coutume du lieu de l'infraction, aussi bien pour déterminer les faits répressibles judiciairement que pour déterminer la gravité de la sentence, dans la mesure où il n'en doit résulter aucune atteinte à l'ordre public.

Les préceptes coutumiers dont il a été fait application sont toujours, et autant que possible dans leur forme usuelle, reproduits au jugement.

ART. 11. — Les témoins prêtent serment lorsque la coutume le prévoit. Dans tous les cas, ils sont passibles de condamnation pour faux témoignage commis à l'audience. La juridiction qui constate l'infraction a compétence pour la juger.

ART. 12. — La majorité pénale est fixée d'après la coutume la plus généralement suivie dans le ressort du tribunal. Le prévenu qui n'a point atteint cette majorité est absous comme ayant agi sans discernement; il peut en être de même du prévenu qui, quoique ayant atteint ladite majorité, est âgé ou paraît être âgé de moins de seize ans. Dans l'un et l'autre cas, il est remis à ses parents ou à un notable indigène ou soumis à un régime spécial de détention pour être élevé pendant le temps que le jugement détermine, compte tenu de la gravité de l'infraction, et qui, toutefois, ne peut excéder l'époque où il atteint sa dix-huitième année.

ART. 13. — Lorsqu'une juridiction indigène a prononcé l'interdiction de séjour, l'autorité administrative notifie au condamné, avant sa libération, l'interdiction d'une ou plusieurs régions déterminées ou l'assignation d'une résidence obligatoire.

La désignation des lieux interdits ou de la résidence obligatoire est faite par le Commissaire de la République.

ART. 14. — En tout état de la procédure antérieure au jugement ou au renvoi devant la chambre d'accusation, la liberté provisoire peut être accordée, avec ou sans caution, par le président du tribunal du premier degré ou du tribunal criminel.

Pour les affaires transmises à la chambre d'accusation, ou soumises au tribunal colonial d'appel ou à la chambre d'annulation, elle peut être accordée par ces juridictions, avec ou sans caution.

ART. 15. — La loi du 14 août 1885 sur les moyens de prévenir la récidive est applicable aux condamnés des juridictions indigènes.

Les arrêtés de mise en liberté conditionnelle et de révocation prévue par l'article 3 de ladite loi sont pris par le Commissaire de la République sur les renseignements de l'agent chargé de la prison et après avis du président de la juridiction qui a statué et du procureur de la République.

ART. 16. — Le droit de recours en grâce auprès du chef de l'Etat est ouvert aux condamnés des juridictions indigènes sans préjudice des dispositions de l'article 94, en ce qui concerne les condamnations à mort.

ART. 17. — La prescription en matière civile et commerciale est de cinq ans.

L'action publique se prescrit, sauf interruption, par dix ans pour les crimes, trois ans pour les délits, un an pour les contraventions.

La peine se prescrit par vingt ans pour les crimes, dix ans pour les délits, deux ans pour les contraventions.

ART. 18. — Seront déférés à la cour d'appel siégeant conformément aux dispositions de l'article 8 du décret du 16 novembre 1924, par le moyen du pourvoi, les jugements par lesquels les tribunaux civils, correctionnels ou de simple police, auront statué sur des affaires relevant des juridictions indigènes.

ART. 19. — Le Commissaire de la République fixe par arrêté pris en conseil d'administration les mesures d'application du présent décret; il fixe notamment les voies d'exécution et frais de justice.

TITRE II

Règles particulières à chaque juridiction

CHAPITRE I

DES TRIBUNAUX DU PREMIER DEGRÉ

Section I. — Organisation.

ART. 20. — Les tribunaux du premier degré siègent au chef-lieu de chaque subdivision ou, à défaut de subdivision, au chef-lieu du cercle. Ils sont composés d'un président et de deux assesseurs à voix délibérative. Le président est le chef de la subdivision administrative et, s'il n'existe pas de subdivision, l'adjoint au commandant de cercle ou tout autre fonctionnaire désigné à cet effet par le Commissaire de la République.

Toutefois, en matière civile et commerciale et pour les affaires concernant exclusivement des indigènes, le tribunal siégeant au lieu habituel de ses audiences, peut être présidé par un notable indigène désigné par le Commissaire de la République.

Dans le cas de conflits de coutumes, tels qu'ils sont prévus aux paragraphes 1^{er} et 2 de l'article 6, la sentence est toujours rendue sous la présidence d'un fonctionnaire.

ART. 21. — Les assesseurs sont toujours indigènes. Ils sont au nombre de douze choisis parmi les notables et nommés par le Commissaire de la République. La liste des assesseurs doit être établie de telle manière que les justiciables du ressort puissent, en matière civile et commerciale, être jugés autant que

possible par les notables pratiquant leurs coutumes. Les assesseurs sont appelés à siéger dans l'ordre de leur inscription, sauf absence ou empêchement, et sous réserve, en matière civile et commerciale, du principe de la représentation de la coutume des parties. Dans le cas où la coutume des parties ou de l'une d'elles n'est représentée par aucun des douze assesseurs, le tribunal invite à siéger un notable de ladite commune, s'il en trouve un au lieu du siège du tribunal ou à proximité. Ce notable est obligatoirement consulté et mention en est faite au jugement.

Le tribunal du premier degré peut, en matière civile et commerciale, tenir des audiences foraines. Il siège en ce cas avec l'assistance de deux notables désignés par le président qui est alors nécessairement un fonctionnaire européen.

Section II. — Matière civile et commerciale.

ART. 22. — Le tribunal du premier degré connaît, en premier et dernier ressort, de toutes les actions dont l'intérêt peut être évalué en argent et n'excède pas 500 francs en principal.

Il connaît, en premier ressort seulement et à charge d'appel devant le tribunal du second degré, des actions de même nature, dont l'intérêt n'excède pas 3.000 francs en principal, ainsi que de toutes les actions d'une valeur indéterminée et de celles relatives à l'état des personnes; à la famille, au mariage, au divorce, à la filiation.

ART. 23. — Avant toute chose, le tribunal est tenu de tenter de concilier les parties. S'il y réussit, il établit un procès-verbal de conciliation qui a force exécutoire; s'il n'y réussit pas, il instruit et juge l'affaire selon les règles posées ci-dessous.

ART. 24. — Les formes de la procédure sont celles qui résultent des coutumes locales. L'instance est introduite par une requête adressée, oralement ou par écrit, au fonctionnaire, président du tribunal, ou au tribunal siégeant en audience publique. Les parties comparaissent en personne. Toutefois, en cas d'impossibilité ou d'incapacité, elles peuvent se faire représenter par un mandataire choisi, à l'exclusion de tous les autres, parmi les parents ou les notables indigènes du lieu de leur domicile, dont la qualité aura été reconnue par le tribunal. Il peut être fait appel au service d'un ou plusieurs interprètes agréés par le tribunal.

Le tribunal statue comme si toutes les parties étaient présentes dans le cas où l'une d'elles, dûment convoquée, ne comparaît pas ou ne se fait pas représenter comme il est prévu ci-dessus.

ART. 25. — Le délai pour interjeter appel est d'un mois à partir du jour du prononcé du jugement, lorsqu'il est contradictoire.

Si le jugement est rendu contre une partie défaillante, le délai d'un mois court du jour où la notifica-

tion a été faite à ladite partie, à la diligence du président du tribunal du premier degré et sous le contrôle du commandant de cercle.

En cas d'absence dûment constatée de la partie condamnée par défaut, le délai d'appel est porté à trois mois, à compter du jour de la notification à son chef de village ou de quartier, dans les formes et conditions ci-dessus prescrites.

ART. 26. — Le président informe les parties de leur droit d'appel et il est, de cet avis, fait au pied ou en marge du jugement, une mention signée des parties ou, si elles sont illettrées, ce qui doit être indiqué du secrétaire chargé de la tenue des registres.

L'appel est formé après et hors l'audience, par une déclaration verbale ou écrite au président du tribunal, qui la consigne ou l'annexe au jugement et en donne avis à la partie intéressée. Dès que l'appel est formé, une copie du jugement est transmise aussitôt à la diligence du président du tribunal, au président du tribunal de deuxième degré qui, dans un délai d'un mois à compter du jour de la réception du jugement, convoque les parties à comparaître devant lui.

L'appelant qui succombe peut être condamné à une amende n'excédant pas 100 francs.

Section III. — Matière répressive.

ART. 27. — Le tribunal du premier degré connaît, à charge d'appel devant le tribunal colonial d'appel de toutes les infractions repressibles judiciairement, non réservées au tribunal criminel.

ART. 28. — Lorsqu'il s'agit d'une infraction au règlement de l'autorité publique qui n'est passible que d'une amende, il est dressé un procès-verbal qui est soumis au président du tribunal du premier degré, lequel inscrit au pied du procès-verbal le montant de l'amende arbitrée par lui. Le contrevenant avisé est libre d'acquiescer ou déclarer opposition. En cas d'acquiescement, il verse le montant de l'amende entre les mains du représentant de l'autorité administrative moyennant quittance. En cas d'opposition, l'affaire suit son cours devant le tribunal, la décision est alors réputée contradictoire, même en cas de défaut.

ART. 29. — Le tribunal du premier degré est exclusivement saisi par le commandant de cercle ou le chef de subdivision, soit d'office, soit sur la dénonciation du chef supérieur, de canton, de village, de quartier, de famille, soit sur la plainte de la partie lésée.

ART. 30. — Le prévenu arrêté préventivement doit être interrogé dans les vingt-quatre heures de son arrivée au siège du tribunal par le président de ce tribunal qui le place sous mandat de dépôt ou ordonne son élargissement. S'il y a flagrant délit ou si l'affaire est en état, il est procédé au jugement à la première audience régulière qui suit la mise sous mandat de dépôt. Dans les autres cas, le prévenu doit être traduit devant le tribunal dans les quinze jours de la

délivrance du mandat. Si, à cette audience, l'affaire ne peut être suffisamment instruite, elle est renvoyée par jugement motivé pour être jugée dans un délai de quinze jours. En cas de nécessité, plusieurs renvois successifs de même durée peuvent être prononcés, chaque fois par jugement motivé.

Tout jugement de renvoi statue sur le maintien du mandat de dépôt.

ART. 31. — Le président du tribunal délivre les mandats de dépôt et d'amener. Tout mandat doit indiquer le nom du fonctionnaire qui l'a décerné, le nom et le sexe de l'indigène auquel il s'applique, avec la désignation de sa filiation, du lieu et de la date de sa naissance, de sa résidence, le motif pour lequel il est décerné; il est daté et signé. Le président du tribunal peut, en outre, adresser des commissions rogatoires aux présidents des diverses juridictions indigènes des premier et deuxième degrés.

Les prévenus comparaissent en personne et présentent eux-mêmes leur défense. En cas de non-comparution, il est statué par défaut, sauf dans le cas où le tribunal estime nécessaire ou utile une nouvelle convocation.

En ce cas, il renvoie, par jugement motivé, l'affaire à une audience ultérieure.

Il peut être fait appel au service d'un ou plusieurs interprètes indigènes désignés par le tribunal.

ART. 32. — Les jugements rendus par défaut sont anéantis de plein droit lorsque le condamné est arrêté ou se présente avant que la peine soit éteinte par prescription et il est procédé à de nouveaux débats dans la forme ordinaire. Toutefois, lorsqu'une simple peine d'amende est prononcée, tout jugement rendu par défaut doit être signifié par les soins de l'autorité administrative au condamné, soit à personne, soit à domicile, et mentionner, en tenant compte des délais de distance à observer, la date à laquelle ce dernier devra comparaître à nouveau devant le tribunal. Si l'intéressé ne se présente pas à la date fixée, le tribunal prononce un nouveau jugement qui sera réputé contradictoire.

ART. 33. — Le président informe le prévenu de son droit d'appel et se conforme aux règles posées à l'article 26. La déclaration d'appel est faite après et hors l'audience, et pendant un délai de quinze jours, par déclaration verbale ou écrite et qui est annexée ou consignée au jugement.

ART. 34. — L'appel peut être fait dans les mêmes formes et délais par la partie lésée, en ce qui concerne la partie du jugement statuant sur les restitutions, les dommages-intérêts ou autres intérêts civils.

ART. 35. — Dès que l'appel est formé, le dossier est transmis par le président du tribunal, au parquet du tribunal colonial d'appel.

ART. 36. — L'appel est interjeté également par le fonctionnaire remplissant les fonctions du ministère

public près le tribunal colonial d'appel, d'office ou à la demande de l'administration. Cet appel est fait par déclaration au greffe du tribunal colonial d'appel dans un délai de trois mois à compter du prononcé du jugement. La déclaration d'appel est inscrite sur un registre spécial à ce destiné et avis en est donné par le greffier au président de la juridiction qui a rendu la décision attaquée, lequel transmet aussitôt le dossier de l'affaire au parquet du tribunal colonial d'appel.

ART. 37. — Les tribunaux du premier degré appliquent les peines suivantes :

- 1^o L'amende jusqu'à un maximum de 2.000 francs;
- 2^o L'interdiction de séjour jusqu'à 10 ans;
- 3^o L'emprisonnement jusqu'à 10 ans.

Ces peines peuvent se cumuler.

Ils appliquent, d'autre part, les peines édictées pour les infractions prévues par les textes en vigueur dans le Territoire, à l'exception de celles dont l'application est réservée au tribunal criminel.

La confiscation peut être prononcée, en outre, comme peine complémentaire.

ART. 38. — Le tribunal peut prononcer contre le condamné l'incapacité d'exercer à jamais aucun emploi public.

Cette déclaration d'incapacité est obligatoire en cas de récidive légale.

ART. 39. — Il y a récidive légale lorsque la condamnation est prononcée pour vol, escroquerie, abus de confiance et que précédemment, dans un délai de cinq ans, non compris la durée de la première peine, il est intervenu une condamnation pour l'un de ces mêmes délits ou pour fait de la compétence du tribunal criminel. En ce cas, le maximum des peines ci-dessus prévues est porté au double.

ART. 40. — Tout interdit de séjour qui paraît dans les lieux dont la résidence lui est interdite ou qui, au contraire, quitte sans autorisation expresse le lieu ou la région qui lui ont été assignés comme résidence obligatoire, sera condamné à un emprisonnement pour une durée qui ne peut excéder cinq années.

CHAPITRE II

TRIBUNAUX DU DEUXIÈME DEGRÉ

Section I. — Organisation.

ART. 41. — Le tribunal du deuxième degré siège au chef-lieu de chaque cercle.

Il est composé d'un président et de deux assesseurs.

Le président est le commandant du cercle ou le fonctionnaire appelé à le substituer dans ses fonctions administratives, à l'exception de celui qui assume la présidence d'un tribunal du premier degré.

Les dispositions applicables aux assesseurs près le tribunal du premier degré le sont également aux assesseurs près le tribunal du deuxième degré.

Le tribunal du deuxième degré peut tenir des audiences foraines. Il siège en ce cas avec l'assistance de deux notables désignés par le président.

Section II. — Compétence.

ART. 42. — Le tribunal du deuxième degré statue exclusivement en matière civile et commerciale.

Il connaît sur appel, en dernier ressort, des jugements rendus en premier ressort, par les tribunaux du premier degré.

Il connaît, en outre, en premier ressort et à charge d'appel devant le tribunal colonial d'appel, de toutes les affaires pouvant être évaluées en argent et dépassant trois mille francs en principal.

Les règles posées pour l'instruction et le jugement des affaires devant le tribunal du premier degré sont applicables devant le tribunal du deuxième degré.

ART. 43. — Les parties sont obligatoirement informées de leur droit d'appel devant le tribunal colonial d'appel par le président du tribunal conformément aux dispositions de l'article 26.

ART. 44. — Le délai pour interjeter appel des jugements en premier ressort du tribunal du deuxième degré est de un mois. Ce délai court du jour du jugement si celui-ci est contradictoire, de sa notification, par les soins du président du tribunal, à la partie défaillante s'il est par défaut. Le délai est, pour la partie défaillante dont l'absence a été dûment constatée, porté à trois mois à compter de la notification par les soins du président du tribunal au chef du village ou du quartier.

L'appel est formé, après et hors d'audience, par déclaration verbale ou écrite au président du tribunal. Cette déclaration est, suivant le cas, consignée ou annexée au jugement par le président qui en donne avis à la partie intéressée et transmet le dossier au greffier du tribunal colonial d'appel dans le plus bref délai.

L'appelant qui succombe peut être condamné à une amende n'excédant pas 200 frs.

CHAPITRE III

TRIBUNAL CRIMINEL

Section I. — Organisation.

ART. 45. — Le tribunal criminel siège au chef-lieu de chaque cercle. Il a la même composition que le tribunal du deuxième degré et comprend en outre deux assesseurs européens. A cet effet, une liste de quatre assesseurs, pris parmi les fonctionnaires officiels et colons ayant leur résidence dans le cercle ou dans l'un des cercles limitrophes est dressée pour chacun des tribunaux au début de chaque année par le Commissaire de la République. Ces assesseurs sont appelés à siéger dans l'ordre de leur inscription, sauf absence ou empêchement. Un même assesseur peut figurer sur plusieurs listes.

Dans les cercles où il n'est pas possible de composer le tribunal criminel ainsi qu'il est dit ci-dessus, celui-ci comprend trois membres, savoir : le commandant du cercle, président; un assesseur européen désigné par le Commissaire de la République et un assesseur indigène pris, suivant l'ordre d'inscription, parmi les assesseurs du tribunal du deuxième degré. Le Commissaire de la République désigne les cercles où le tribunal criminel est ainsi composé.

Section II. — Compétence.

ART. 46. — Le tribunal criminel composé ainsi qu'il est dit à l'article 45, connaît des infractions suivantes :

1^o Le meurtre;

2^o Les coups, blessures, violences volontaires ayant entraîné, soit la mort, soit une mutilation, soit la perte d'un membre ou d'un œil ou une autre infirmité permanente quelconque;

3^o Les faits de pillage ou de vol en bande et à main armée, ou avec l'une de ces deux circonstances seulement;

4^o L'incendie volontaire de locaux habités ou servant à l'habitation;

5^o Les rapt, enlèvements et séquestrations de personnes;

6^o Les empoisonnements de puits, citernes, sources et eaux potables;

7^o Le viol;

8^o Les attentats ou complots tendant à troubler, de quelque manière que ce soit, la paix intérieure du Territoire;

9^o Les soustractions ou détournements de deniers publics;

10^o Les actes d'anthropophagie prévus et réprimés par la législation, en vigueur dans le Territoire.

ART. 47. — Le tribunal criminel applique les peines suivantes :

1^o L'amende jusqu'à un maximum de 4.000 francs;

2^o L'interdiction de séjour jusqu'à vingt ans;

3^o L'emprisonnement à temps jusqu'à vingt ans;

4^o L'emprisonnement perpétuel;

5^o La mort.

Les peines d'amende et d'interdiction de séjour peuvent se cumuler avec l'emprisonnement à temps. L'amende peut se cumuler avec toutes les autres peines.

Toute condamnation pour un des faits énumérés sous l'article 46 emporte destitution et exclusion des condamnés de toutes fonctions, emplois ou offices publics.

ART. 48. — La confiscation peut être prononcée, en outre, comme peine complémentaire.

ART. 49. — Le meurtre est puni de mort. Cette même peine est encourue pour les autres infractions énumérées sous l'article 46 lorsque la mort d'une ou plusieurs personnes en est résultée.

ART. 50. — Lorsque le tribunal criminel admet les circonstances atténuantes, il peut, même en cas de récidive, réduire les peines édictées par le présent décret, sans cependant pouvoir descendre au-dessous de cinq ans de prison quand la peine de mort est encourue, ou de un an d'emprisonnement ou d'interdiction de séjour dans les autres cas.

ART. 51. — En matière criminelle, l'instruction préalable est obligatoire. Il y est procédé par le commandant de cercle, président du tribunal criminel, ou le fonctionnaire appelé à le suppléer dans ses fonctions administratives.

A cet effet, le commandant de cercle se saisit lui-même comme juge d'instruction, de tout fait de la compétence du tribunal criminel porté à sa connaissance. Il dresse aussitôt un procès-verbal constatant sa saisie et l'ouverture de l'information. Il a qualité pour procéder lui-même, ou faire procéder sur commission rogatoire, à toutes mesures nécessaires à la manifestation de la vérité, telles que : interrogatoires d'inculpés, auditions de témoins, confrontations, visites domiciliaires, perquisitions, saisies, constatations matérielles de toute nature, commissions d'experts. Il délivre tous mandats et en donne mainlevée.

ART. 52. — L'instruction terminée, il en transmet les pièces avec un rapport contenant l'exposé des motifs et son avis au procureur de la République remplissant les fonctions du ministère public près le tribunal colonial d'appel.

ART. 53. — Lorsque le tribunal criminel est saisi conformément à l'article 64, le président de cette juridiction désigne à l'accusé un défenseur d'office, choisi parmi les fonctionnaires ou agents européens en résidence dans la localité. Cette désignation est faite cinq jours avant la date de l'audience pour permettre au conseil de prendre connaissance du dossier et il en est aussitôt donné avis à l'accusé. Si cette désignation n'est pas possible ou si le prévenu refuse l'assistance du défenseur ainsi désigné, le président l'avertit qu'il a le droit de se faire assister à l'audience d'un défenseur choisi exclusivement parmi ses parents ou les notables du lieu de sa résidence dont la qualité aura été reconnue par le président.

Le jugement constate, dans son dispositif, la désignation du défenseur européen et sa présence à l'audience ou les motifs qui ont empêché cette désignation, ou encore le refus par l'accusé de se faire assister par le défenseur désigné, et, dans ces deux cas, son choix d'un défenseur indigène ou son refus de se faire assister d'un défenseur quelconque.

ART. 54. — L'ouverture de chaque session est fixée par décision du commandant de cercle, président du tribunal criminel. Cette décision est prise quinze jours au moins avant l'ouverture de la session et contient la liste des affaires qui seront jugées au cours de celle-ci. Elle est affichée au siège de la résidence.

Si l'accusé ne comparaît pas, il est procédé par défaut. Si le condamné est repris ou se présente avant que la peine prononcée soit atteinte par la prescription, le jugement par défaut est anéanti de plein droit et l'affaire inscrite au rôle de la première session pour y être jugée suivant la forme ordinaire.

CHAPITRE IV

TRIBUNAL COLONIAL D'APPEL

Section I. — Organisation.

ART. 55. — Le tribunal colonial d'appel siège à Lomé.

Il est composé : 1^o du président du tribunal de première instance ; 2^o de deux fonctionnaires du cadre des administrateurs des colonies ; 3^o de deux notables indigènes. Ces administrateurs et notables sont nommés par le Commissaire de la République qui, en outre, nomme deux administrateurs des colonies et deux autres notables indigènes comme membres suppléants.

Les fonctions du ministère public sont remplies par le procureur de la République près le tribunal de première instance ou le magistrat appelé à le remplacer.

Les fonctions de greffier sont remplies par le greffier de première instance ou par un commis greffier.

Section II. — Du tribunal colonial d'appel siégeant comme juridiction d'appel.

ART. 56. — En matière civile et commerciale, le tribunal colonial d'appel connaît, sur appel, des jugements rendus en premier ressort par les tribunaux du 2^e degré.

ART. 57. — Le greffier remet le dossier, à lui transmis par le président du tribunal du deuxième degré, au président du tribunal colonial d'appel qui fixe la date de l'audience à laquelle l'affaire sera appelée et en donne avis aux parties intéressées. Celles-ci ne comparaissent pas mais peuvent fournir un mémoire. Le tribunal juge sur pièces. Il peut toutefois, avant de statuer au fond, prescrire, par arrêt avant dire droit, toutes mesures propres à éclairer sa religion et commettre pour y procéder l'un de ses membres ou toute autre personne.

Il peut également ordonner la comparution personnelle des parties, d'office ou sur leur demande.

ART. 58. — En matière répressive, le tribunal colonial d'appel connaît de l'appel des jugements rendus par les tribunaux du premier degré.

ART. 59. — Dès réception des dossiers d'appel, à lui transmis par le président du tribunal du premier degré, comme il est dit au chapitre I du présent titre, le procureur de la République, remplissant les fonctions du ministère public près le tribunal colonial d'appel, inscrit les affaires au rôle de la première

audience utile et communique les dossiers au président huit jours au moins avant la date de ladite audience.

ART. 60. — Le tribunal statue, hors la présence des parties qui ne sont pas appelées à comparaître, sur le rapport de l'un de ses membres, le ministère public entendu. L'arrêt est rendu immédiatement, à moins que le tribunal ne décide de mettre l'affaire en délibéré et renvoyer le prononcé de l'arrêt à une audience ultérieure.

L'arrêt est toujours réputé contradictoire.

ART. 61. — Le tribunal peut surseoir à statuer au fond et ordonner tous compléments d'information qu'il estime utiles et y faire procéder par l'un de ses membres ou toute autre personne qu'il désigne à cet effet. Il peut également ordonner la comparution des parties.

Section III. — Du tribunal colonial d'appel siégeant comme chambre d'accusation.

ART. 62. — Comme chambre d'accusation, le tribunal colonial d'appel connaît du règlement des instructions criminelles.

Il est saisi par le procureur de la République. A cet effet, celui-ci transmet au président, dans un délai de huitaine à compter de leur réception, les pièces de l'instruction accompagnées de ses réquisitions.

ART. 63. — Le président désigne un rapporteur et réunit la chambre dans un délai maximum de huit jours. Celle-ci statue en chambre du conseil, le rapporteur et le ministère public entendus. L'arrêt est rendu immédiatement ou, en cas d'impossibilité, dans un délai de trois jours.

ART. 64. — La chambre d'accusation apprécie souverainement les faits soumis à son examen. Si ceux-ci constituent l'une des infractions énumérées sous l'article 46, elle renvoie le prévenu devant le tribunal criminel compétent et décerne contre lui, s'il n'est pas détenu, ordonnance de prise de corps. Si les faits, quoique répressibles judiciairement, ne présentent aucun caractère criminel au sens du présent décret, elle renvoie le prévenu devant le tribunal du premier degré compétent. Si les faits échappent à toute sanction judiciaire ou s'ils sont insuffisamment établis, elle déclare n'y avoir lieu à suivre contre le prévenu et ordonne, s'il est détenu, sa mise en liberté.

ART. 65. — La chambre d'accusation peut, avant de statuer au fond, ordonner tous compléments d'information, toutes enquêtes ou expertises et, d'une manière générale, toutes mesures d'instruction qui lui paraissent utiles à la manifestation de la vérité. Elle y fait procéder par l'un de ses membres ou par tout autre fonctionnaire ou personne qualifiée qu'elle désigne à cet effet.

ART. 66. — La chambre d'accusation statue également sur les demandes de réhabilitation. La réhabili-

tation peut être demandée par tout condamné à l'expiration d'un délai de cinq ans à partir de l'exécution de sa peine.

La requête est adressée au Commissaire de la République qui recueille l'avis du commandant de cercle où réside le requérant et la transmet, avec son avis, au parquet du tribunal colonial d'appel, en y joignant les expéditions des jugements de condamnation, les extraits des registres d'écrou des lieux où les peines ont été exécutées et, s'il y a lieu, la justification du paiement des amendes ou la preuve de l'exécution de la contrainte par corps.

Les arrêts de réhabilitation sont notifiés aux intéressés par le Commissaire de la République ou son délégué, en présence de notables. Mention de ces arrêts est faite en marge des jugements effacés par la réhabilitation.

CHAPITRE V CHAMBRE D'ANNULATION

Section I. — Organisation.

ART. 67. — La chambre d'annulation siège à Dakar. Elle se compose :

1^o Du vice-président de la cour d'appel ou de son remplaçant, président;

2^o De deux conseillers titulaires et de deux suppléants désignés à la fin de chaque année pour l'année suivante par le président de la cour d'appel, après avis du procureur général;

3^o De deux fonctionnaires du cadre des administrateurs des colonies et de deux suppléants nommés à la même époque par le gouverneur général après avis du procureur général;

4^o De deux assesseurs indigènes, parlant français, choisis par le président de la chambre sur une liste de douze notables adressée à la même époque par le gouverneur général.

Les fonctions du ministère public sont exercées près cette chambre par le procureur général ou l'un des membres de son parquet; celles de greffier sont remplies par le greffier de la cour ou l'un des commis greffiers.

Pour juger, la chambre est formée par le président, deux conseillers, deux assesseurs fonctionnaires titulaires ou suppléants et les deux assesseurs indigènes.

Section II. — Matière civile et commerciale.

ART. 68. — La chambre d'annulation connaît sur pourvoi en annulation.

1^o Des jugements des tribunaux du premier degré non susceptibles d'appel;

2^o Des jugements des tribunaux du premier et deuxième degré soumis à l'appel lorsque le délai pour en appeler est expiré;

3^o Des arrêts sur le fond du tribunal colonial d'appel;

ART. 69. — Le pourvoi est formé par le procureur général, d'office ou sur la demande de l'administration. Il peut également être fait par le procureur général à la requête des parties.

ART. 70. — Le pourvoi doit être intenté dans le délai d'un an qui court, soit du prononcé du jugement non susceptible d'appel, soit du jour où le délai d'appel est expiré, soit du jour du prononcé de l'arrêt.

Le pourvoi est fait par acte au greffe de la chambre d'annulation.

ART. 71. — Le président de la chambre fixe la date de l'audience à laquelle l'affaire sera appelée. Le greffier en donne avis par l'intermédiaire du président de la juridiction qui a rendu la décision attaquée, aux parties, qui ne comparaissent pas, mais peuvent fournir un mémoire et, le cas échéant, le faire soutenir par un avocat.

ART. 72. — Le pourvoi ne peut être formé que pour incompétence ou violation des dispositions du présent décret. La chambre, si elle admet le pourvoi, renvoie l'affaire, dans le premier cas, devant le tribunal compétent, dans le deuxième cas, indique les dispositions du décret qui ont été violées et renvoie l'affaire devant la même juridiction qui est tenue de se conformer aux indications de l'arrêt de la chambre.

Si la décision ainsi rendue sur renvoi fait l'objet d'un second pourvoi, la chambre, si elle admet ce pourvoi, évoque l'affaire et statue définitivement.

Le pourvoi n'est pas suspensif.

Section III. — Matière répressive.

ART. 73. — La chambre d'annulation connaît, sur pourvoi, des jugements des tribunaux du premier degré non frappés d'appel dans les délais ci-dessus fixés, des jugements des tribunaux criminels et des arrêts du tribunal colonial d'appel à l'exception de ceux rendus par cette juridiction siégeant comme chambre d'accusation.

ART. 74. — Le pourvoi est formé par le procureur général, soit d'office, soit à la demande de l'administration. Il peut aussi être fait par ce magistrat à la requête des parties. Il est ouvert par acte au greffe de la chambre d'annulation dans un délai de six mois à partir de l'expiration du délai d'appel à l'égard du jugement des tribunaux du premier degré et de leur date, à l'égard des jugements des tribunaux criminels et des arrêts du tribunal colonial d'appel.

ART. 75. — Dans le mois qui suit la réception du dossier, le procureur général le transmet avec ses réquisitions au président de la chambre d'annulation qui désigne un rapporteur et fixe la date de l'audience à laquelle l'affaire sera examinée.

ART. 76. — La chambre d'annulation statue, le rapporteur et le ministère public entendus. L'arrêt est prononcé immédiatement ou à la première au-

dience qui suit. Les parties ne comparaissent pas, mais peuvent fournir tous mémoires utiles et les faire soutenir par un avocat.

ART. 77. — La chambre possède un pouvoir souverain d'appréciation.

Elle peut, soit annuler et renvoyer au premier juge ou au juge compétent si l'annulation est basée sur l'incompétence, soit évoquer et statuer au fond, soit surseoir à statuer au fond et prescrire avant dire droit toutes mesures d'information complémentaires utiles, en chargeant l'un de ses membres ou tout autre fonctionnaire ou personne qualifiés d'y procéder, soit enfin rejeter le pourvoi. Elle peut aussi ordonner la comparution des parties.

Lorsqu'elle annule et renvoie, elle indique les causes du renvoi et le tribunal saisi est tenu de se conformer aux indications de l'arrêt de la chambre.

ART. 78. — Si l'arrêt ou le jugement rendu par le tribunal saisi du renvoi est frappé de pourvoi, la chambre doit, si elle accueille ce pourvoi, évoquer et statuer au fond.

ART. 79. — Le procureur général peut, en outre, au delà du délai de six mois, former un pourvoi dans l'intérêt de la loi et du condamné. Dans ce cas, la chambre, si elle accueille le pourvoi, évoque et statue au fond dans les limites de ce pourvoi.

TITRE III

CHAPITRE PREMIER

DES AUDIENCES, DES JUGEMENTS ET DE LEUR EXÉCUTION.

ART. 80. — La police de l'audience appartient au président. Tout ce qu'il ordonne pour le maintien de l'ordre est exécuté immédiatement.

ART. 81. — En cas d'infraction judiciairement répressible, non comprise dans l'énumération de l'article 46, commise à l'audience, la juridiction indigène peut la sanctionner immédiatement ou dresser procès-verbal des faits, décerner mandat de dépôt et renvoyer l'examen de l'affaire à une audience ultérieure.

En cas de crime, au sens du présent décret, commis à l'audience, il est, sur le champ, dressé procès-verbal et décerné mandat de dépôt. Ces pièces sont transmises aussitôt au président du tribunal criminel à la disposition de qui est mis le prévenu.

ART. 82. — Si l'auteur de l'infraction ou du crime est un européen, procès-verbal est établi, et, la garde provisoire du délinquant assurée, il est rendu compte de la manière la plus rapide au parquet du ressort, sans préjudice des pouvoirs conférés par la législation en vigueur aux commandants de cercle en matière correctionnelle ou criminelle européenne.

ART. 83. — En toute matière, les jugements et arrêts des juridictions indigènes doivent être motivés. Ils sont rendus en audience publique.

Les débats sont publics. Les juridictions indigènes peuvent cependant, par jugement ou arrêt motivés, ordonner qu'ils aient lieu à huis clos, s'il doit en résulter un danger pour l'ordre ou les mœurs.

ART. 84. — Les débats sont suivis par les mêmes juges, de leur ouverture au prononcé du jugement. Ils doivent être recommencés si l'un des juges se trouve empêché au cours de l'instance et s'il est nécessaire de le remplacer. Peut toutefois le président inviter à assister aux audiences, à côté du tribunal, un assesseur suppléant qui serait appelé à remplacer de plein droit l'un des membres du tribunal qui se trouverait dans l'impossibilité de continuer à suivre les débats.

ART. 85. — En toute matière, les jugements des tribunaux des premier et deuxième degrés doivent indiquer les noms des membres du tribunal et la coutume de ceux qui sont indigènes, le nom et la qualité de l'interprète ou des interprètes, le nom, le sexe, l'âge, la profession, le domicile et la coutume du prévenu ou de chacune des parties avec ses déclarations ou conclusions, l'exposé sommaire des faits et des circonstances de temps et de lieu, le nom, le sexe, l'âge, la profession et le domicile de chacun des témoins, ainsi que le degré éventuel de sa parenté avec le prévenu ou l'une des parties et la mention du serment qu'il a prêté si la coutume le prévoit, et enfin sa déposition, l'énoncé complet de la coutume et, éventuellement, la disposition de la loi, du décret ou de l'arrêté dont il est fait application.

ART. 86. — En matière répressive, les jugements du tribunal du premier degré et ceux du tribunal criminel indiquent, en outre, l'autorité qui a saisi le tribunal ou l'arrêt de renvoi de la chambre d'accusation, la date du mandat de dépôt ou de l'ordonnance de prise de corps, l'interrogatoire du prévenu et son identité, l'identité et les dépositions des témoins, les moyens de défense du prévenu, le cas échéant, la déclaration des circonstances atténuantes.

ART. 87. — En cas de conviction simultanée de plusieurs infractions, la peine la plus forte est seule prononcée. Toutefois, lorsque les infractions sont sanctionnées par l'emprisonnement à temps et l'amende ou l'une de ces deux peines seulement, le tribunal a la faculté de prononcer la confusion ou le cumul des peines encourues; dans ce dernier cas, le total des peines cumulées ne peut jamais dépasser le maximum de l'emprisonnement à temps et celui de l'amende.

Ces règles s'appliquent alors même que les infractions font l'objet de jugements distincts, dès lors que toutes les infractions sont antérieures au premier jugement.

Les peines prononcées pour évasion sont toujours cumulées avec les peines encourues ou en cours d'exécution.

ART. 88. — Les juridictions indigènes saisies en matière répressive statuent d'office sur les restitutions

et les dommages-intérêts, et, à la demande des parties lésées, sur toutes autres actions civiles ayant leur cause dans les crimes ou délits dont elles sont saisies.

ART. 89. — Les jugements et arrêts définitifs sont visés pour exécution par le chef de subdivision ou le fonctionnaire qui le remplace, pour le tribunal du premier degré, par le commandant de cercle pour les jugements du tribunal du deuxième degré et du tribunal criminel, par le procureur de la République pour les arrêts du tribunal colonial d'appel, par le procureur général pour les arrêts de la chambre d'annulation.

ART. 90. — Sont réputés définitifs les jugements du tribunal du premier degré qui ne sont pas susceptibles d'appel ou dont il n'a pas été fait appel dans le délai fixé, les jugements du tribunal criminel, sous réserve des dispositions relatives aux condamnations à mort, et les arrêts du tribunal colonial d'appel.

Toutefois, en matière répressive, l'exécution des jugements et arrêts est suspendue pendant toute la durée de la procédure devant la chambre d'annulation saisie par un pourvoi du procureur général. Le prévenu, condamné à une peine d'emprisonnement ou d'interdiction de séjour, est cependant gardé en état de détention jusqu'au jour où cette procédure est terminée. Si elle se termine par un acquittement ou par une peine d'interdiction de séjour ou d'emprisonnement égale ou inférieure à la détention suivie, il est remis en liberté immédiatement. Dans le cas contraire, la durée de la détention préventive est comprise dans la durée de la condamnation définitive. Il en est de même lorsqu'il est fait appel devant le tribunal colonial d'appel d'un jugement répressif du tribunal du premier degré.

Les personnes ainsi maintenues en état de détention préventive à la suite d'une condamnation soumise à la procédure de l'appel ou de l'annulation peuvent être astreintes à un travail compatible avec leur condition.

De toute façon, la durée de la détention préventive est décomptée à partir du jour du mandat de dépôt et défalquée de la durée de la condamnation.

ART. 91. — En matière répressive, l'autorité administrative, chargée de l'exécution des jugements, prescrit les mesures d'exécution des peines, à la condition d'observer les dispositions du présent décret et celles du jugement.

En dehors du ressort du tribunal qui a rendu la décision, il est pourvu à son exécution par les soins de l'autorité administrative sur le vu de la copie délivrée et certifiée conforme, soit par le président de la juridiction, soit par le greffier, suivant le cas.

ART. 92. — La contrainte par corps peut être exercée en matière civile et commerciale par application des coutumes locales.

Elle a lieu en matière répressive pour le recouvrement des amendes et des frais.

Le Commissaire de la République fixe, par arrêté pris en conseil d'administration, après avis du procureur général, les limites dans lesquelles s'exerce la contrainte par corps, sans qu'elle puisse, en aucun cas, excéder deux années.

La contrainte par corps ne peut être exercée sur les personnes normalement justiciables des juridictions françaises qui, conformément aux dispositions du présent arrêté, auraient porté leur litige devant une juridiction indigène.

ART. 93. — Il est sursis d'office à l'exécution des jugements comportant la peine capitale. Si le procureur général n'exerce pas son droit de pourvoi ou si le pourvoi est rejeté, un recours à l'exercice du droit de grâce du chef de l'Etat est présenté d'office au nom du condamné et le Commissaire de la République transmet le dossier au ministre des colonies avec son avis et celui du procureur général.

CHAPITRE II

CONTRÔLE DES JURIDICTIONS INDIGÈNES

ART. 94. — Le Commissaire de la République et le procureur général surveillent et contrôlent le fonctionnement de la justice indigène. Le procureur général rend compte au Commissaire de la République des irrégularités qu'il constate.

ART. 95. — Il est tenu au siège de chaque tribunal du premier degré, deux registres destinés à recevoir, l'un, les jugements rendus en matière civile et commerciale, ainsi que les procès-verbaux de conciliation établis par les tribunaux, l'autre, les jugements rendus en matière répressive. Ces actes y sont transcrits à leur date, un numéro d'ordre, à la suite l'un de l'autre, sans intervalle, ni renvoi ou rature qui ne soient approuvés.

ART. 96. — Il est tenu trois registres au siège de chaque tribunal du deuxième degré destinés à recevoir l'un, les jugements rendus en matière civile et commerciale, soit sur appel, soit en premier ressort, le deuxième, les jugements criminels, le troisième, la mention de tous les actes d'instruction. Ces registres sont tenus conformément aux règles posées ci-dessus pour les registres du tribunal du premier degré.

ART. 97. — Les registres visés aux articles 95 et 96 sont cotés et paraphés par les présidents des juridictions respectives.

ART. 98. — Les greffiers près le tribunal colonial d'appel et près la chambre d'annulation gardent minute des arrêts de ces juridictions.

ART. 99. — Il est délivré à toute partie, sur sa demande, copie du jugement ou de l'arrêt qui la concerne certifiée conforme par le président de la juridiction ou le greffier suivant le cas.

ART. 100. — Au début de chaque mois, le président du tribunal du premier degré adresse au Commissaire de la République une notice en double exemplaire relative aux jugements rendus pendant le mois écoulé en matière répressive.

Cette notice contient les noms des juges, la coutume du lieu, l'identité du prévenu, la date du mandat de dépôt, la date, le lieu et la nature de l'infraction, la peine prononcée, le texte appliqué et, le cas échéant, la mention de l'appel interjeté.

ART. 101. — Le président du tribunal criminel adresse également au début de chaque mois, au Commissaire de la République une notice en double exemplaire relative aux instructions criminelles en cours.

Cette notice contient pour chaque affaire, sous le numéro d'ordre du deuxième registre prévu à l'article 96, le nom du prévenu, la date du mandat de dépôt, le cas échéant celle de sa mainlevée ou de la mise en liberté provisoire, le lieu, la date et la nature du fait incriminé, la date et la nature de chacun des actes d'instruction faits pendant le mois, enfin, l'instruction terminée la date d'envoi des pièces au parquet du tribunal colonial d'appel.

ART. 102. — Le commandant de cercle vérifie une fois par semestre tous les registres tenus au siège des tribunaux du premier degré de son cercle et y appose son visa après avoir indiqué la période sur laquelle a porté sa vérification.

L'inspecteur des affaires administratives contrôle et vise de la même manière, à chacun de ses passages, tous les registres tenus au siège des tribunaux du premier et du deuxième degré.

Ces fonctionnaires font parvenir leurs observations au Commissaire de la République.

ART. 103. — Le procureur de la République remplissant les fonctions du ministère public près le tribunal colonial d'appel, transmet mensuellement au procureur général deux notices relatives, l'une aux affaires civiles et commerciales, l'autre aux affaires répressives jugées pendant le mois. Il en adresse copie au Commissaire de la République.

Ces notices indiquent la juridiction qui a rendu la décision attaquée, l'appelant, les noms des parties, la nature du litige ou de l'infraction, la décision intervenue.

ART. 104. — Le Commissaire de la République communique l'un des exemplaires de chaque notice, avec ses observations, au procureur général; il adresse l'autre exemplaire, avec la copie de ses observations, au chef du parquet près le tribunal colonial d'appel, lequel en assure le classement au greffe de cette juridiction. Ce magistrat adresse directement au procureur général ses observations et en fait tenir copie au Commissaire de la République.

ART. 105. — Après chaque session criminelle, le président du tribunal adresse, en double exemplaire,

au Commissaire de la République, un état des affaires jugées pendant la session. Cet état indique pour chaque affaire la composition du tribunal et la coutume des juges indigènes, le nom et l'identité de l'accusé, le nom de son conseil, la nature, la date et le lieu du crime, la peine prononcée, le texte appliqué, les préceptes coutumiers dont le tribunal s'est inspiré. Il transmet également, d'office, au Commissaire de la République, accompagné du dossier de recours en grâce comportant son avis motivé, le dossier complet de chaque affaire dans laquelle la peine de mort a été prononcée.

Cet état et, le cas échéant, les dossiers visés ci-dessus, sont communiqués au procureur général par le Commissaire de la République.

TITRE IV

Dispositions transitoires

ART. 106. — Les instances engagées avant la promulgation du présent décret dans le territoire du Togo placé sous mandat de la France continuent à être soumises aux règles édictées par le décret du 22 novembre 1922.

ART. 107. — Sont abrogées toutes dispositions antérieures générales et spéciales contraires au présent décret.

ART. 108. — Le ministre des colonies et le garde des sceaux, ministre de la justice, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au journal officiel de la République française et au journal officiel du territoire du Togo placé sous mandat de la France et inséré au bulletin officiel du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 21 avril 1933.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,

Albert SARRAUT.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
Eugène PÉNANCIE.

Prélèvement

ARRETE N° 389 promulguant au Togo le décret du 29 mai 1933, établissant le prélèvement temporaire sur les traitements, soldes et salaires des fonctionnaires des cadres coloniaux.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 29 mai 1933, établissant le prélèvement temporaire sur les traitements, soldes et salaires des fonctionnaires des cadres coloniaux;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 29 mai 1933 établissant le prélèvement sur les traitements, soldes et salaires des fonctionnaires des cadres coloniaux.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 8 juillet 1933.

R. DE GUISE.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies;

Vu l'article 76 de la loi du 23 février 1933 instituant une contribution exceptionnelle sur les traitements, soldes et salaires des personnels de l'Etat;

Vu le décret portant règlement d'administration publique du 15 avril 1933;

Vu les décrets des 21 février, 13 et 17 mai 1933 portant réduction du supplément colonial en Afrique équatoriale française, en Indochine et dans l'Inini;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Pendant l'année 1933 et à compter du 1^{er} juin, les traitements, soldes et salaires du personnel des corps et services coloniaux organisés par décrets et entretenus sur les budgets généraux, locaux ou spéciaux des colonies, pays de protectorat français et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies, subiront les prélèvements prévus ci-après; ces prélèvements s'appliqueront au personnel détaché des cadres métropolitains.

Les prélèvements seront calculés comme suit, sous déduction de 3.000 frs. pour la femme non fonctionnaire et 3.000 frs. par enfant mineur :

- 2 p. 100 sur la tranche de 12.000 à 20.000 frs.
- 3 p. 100 sur la tranche de 20.000 à 35.000 frs.
- 4 p. 100 sur la tranche de 35.000 à 50.000 frs.
- 5 p. 100 sur la tranche de 50.000 à 65.000 frs.
- 6 p. 100 sur la tranche de 65.000 à 80.000 frs.
- 7 p. 100 sur la tranche de 80.000 à 100.000 frs.
- 8 p. 100 sur la tranche de 100.000 et au-dessus.

La situation de famille à envisager pour les abattements est celle de l'agent au 1^{er} juin 1933.

ART. 2. — Ces prélèvements seront effectués dans les conditions prévues au règlement sus-visé du 15 avril 1933.

Pour le personnel en service à la colonie le prélèvement ne sera calculé que sur la solde nette proprement dite à l'exclusion du supplément colonial.

ART. 3. — Les sommes résultant des prélèvements fixés par le présent décret viendront éventuellement en déduction des réductions déjà opérées sur l'ensemble des émoluments des fonctionnaires en service en Indochine, en Afrique équatoriale française et dans l'Inini, depuis la dernière revision générale des traitements.

ART. 4. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 29 mai 1933.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,

Albert SARRAUT.

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Indemnités

ARRETE N° 298 réduisant de 10% le taux de l'indemnité de fonctions accordée au personnel de l'agence économique.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté du 29 juin 1926 fixant les indemnités de fonctions au personnel détaché à l'agence économique des territoires africains sous mandat;

Vu l'arrêté du 4 juin 1928, modifiant l'arrêté du 29 juin 1926 susvisé;

Vu la dépêche ministérielle n° 7002 du 15 mars 1933;

Sous réserve d'approbation ultérieure du conseil d'administration;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont réduites de 10% à compter du 1^{er} mai 1933, les indemnités de fonctions allouées au personnel détaché à l'agence économique des territoires africains sous mandat, imputées sur le budget local du Togo.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 11 mai 1933.

R. DE GUISE.

Approuvé en conseil d'administration dans sa séance du 26 juin 1933.

ARRETE N° 359 portant modification à l'arrêté du 20 mai 1933 sur les indemnités.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté du 20 mai 1933, fixant les tableaux des indemnités de fonctions et de responsabilité, des frais de bureau, d'éclairage des bureaux de poste et de représentation;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les indemnités énumérées ci-après, figurant au tableau n° 1 (indemnités de fonctions) annexé à l'arrêté n° 324 du 20 mai 1933, sont classées au tableau n° 2 (indemnités de responsabilité):

Garde-meuble de l'hôtel du gouvernement 360 frs.

Dépositaire comptable des logements du chef-lieu 1.300 frs.

Receveur chargé des successions vacantes et de celles des fonctionnaires décédés 600 frs.

ART. 2. — Le présent arrêté qui aura son effet pour compter du 1^{er} juin 1933, sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 24 juin 1933.

R. DE GUISE.

Budgets

ARRETE N° 360 portant modifications au budget local du Togo, exercice 1933.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu l'arrêté du 30 décembre 1932 rendant provisoirement exécutoires les budgets du Togo pour l'exercice 1933;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le budget local du Togo, exercice 1933, est modifié comme suit :

En recettes :

CHAPITRE IX

ARTICLE PREMIER. — *Prélèvement exceptionnel sur la caisse de réserve 3.500.000*

En dépenses :

CHAPITRE XX

DÉPENSES EXTRAORDINAIRES.

ARTICLE PREMIER. — *Exposition coloniale.*

- § 1. — Liquidations des dépenses de l'exposition coloniale . . . 340.000

ARTICLE 2. — *Travaux publics.*

- § 1. — Construction d'immeubles administratifs . 521.000
 § 2. — Construction et aménagement des routes et ponts 917.000
 § 3. — Route intercoloniale de Blitta à Pessidé . 300.000
 § 4. — Route de l'Akposso . 100.000
 1.838.000

ARTICLE 3. — *Eclairage des côtes.*

- § 1. — Phare de Lomé 250.000

ARTICLE 4. — *Dépenses de mise en valeur.*

- § 1. — Achat de matériel agricole 50.000
 § 2. — Achat de semences d'arachides 50.000
 § 3. — Colonisation Cabraïse 100.000
 200.000

ARTICLE 5. — *Dépenses d'assainissement.*

- § 1. — Adduction d'eau . . 400.000
 § 2. — Assainissement de la lagune de Lomé . . 50.000
 450.000

ARTICLE 6. — *Lignes télégraphiques.*

- § 1. — Révision, amélioration et extension des réseaux 50.000

ARTICLE 7. — *Contribution.*

- § 1. — Contribution à la création d'un poste de radiodiffusion à Dakar —

ARTICLE 8.

- § 1. — Contribution aux dépenses d'entretien des troupes de passage et à la dépenses du Territoire 292.000

ARTICLE 9.

- § 1. — Paiement du montant des dégâts occasionnés par les événements des 24 et 25 janvier 1933. . 80.000
 3.500.000

ART. 2. — Le budget local du Togo est arrêté en recettes et en dépenses à la somme totale de trente trois millions sept cent cinquante deux mille cinq cents frs. (33.752.500 frs.) au lieu de 34.127.500 frs.)

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 26 juin 1933.

R. DE GUISE.

ARRETE N° 361 portant virement de crédits à l'intérieur du chapitre XI — travaux publics — budget local exercice 1933.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'article 203 du décret du 30 décembre, 1912 sur le régime financier des colonies et les actes modificatifs subséquents;

Vu les disponibilités budgétaires et la situation des crédits du chapitre XI;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont autorisés à l'intérieur du chapitre XI — travaux publics — budget local, exercice 1933 les virements ci-après :

	à retrancher	à ajouter.
ART. 3. — § 1. — Grosses réparations aux immeubles		156.000
ART. 4. — § 1. — Construction d'immeubles	137.000	
ART. 5. — § 1. — Entretien des terrains d'aviation	5.000	
ART. 6. — § 1. — Travaux imprévus	10.000	
ART. 7. — § 1. Dépenses diverses	4.000	
	156.000	156.000

ART. 2. — Le détail des dotations budgétaires du chapitre XI, à la suite des virements ci-dessus s'établit comme suit :

ARTICLE PREMIER. — *Travaux d'entretien d'immeubles.*

- § 1. — Entretien des immeubles du chef-lieu 200.000
 § 2. — Entretien des immeubles dans les cercles 56.000

ART. 2. — *Travaux d'entretien des routes et ponts.*

- § 1. — Voirie de Lomé
 § 2. — Entretien des routes et ponts 290.000

ART. 3. — *Grosses réparations.*

- § 1. — Grosses réparations aux immeubles 310.000
 § 2. — Grosses réparations aux routes et ponts 270.500

ART. 4. — *Travaux neufs.*

- § 1. — Construction d'immeubles 25.000

ART. 5. — *Terrains d'aviation.*

- § 1. — Entretien des terrains d'aviation 10.000

ART. 6. — *Travaux imprévus et dépenses diverses.*

- § 1. — Travaux imprévus et divers 40.000

ART. 7. — *Dépenses diverses.*

- § 1. — Dépenses diverses (reporté à l'art. 6) —

ART. 8. — *Dépenses d'exercice clos.*

- § 1. — Dépenses d'exercice clos (supprimé) —

ART. 3. — Le présent arrêté sera inséré au journal officiel et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 26 juin 1933.

R. DE GUISE.

ARRETE N° 370 portant ouverture d'un crédit supplémentaire au chapitre VI du budget d'emprunt — exercice 1932 — et annulation d'égale somme au chapitre V du même budget.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies, notamment en son article 81;

Vu la loi du 22 février 1931 autorisant les gouvernements généraux de l'Afrique occidentale française, d'Afrique équatoriale française, de l'Indochine et de Madagascar et les commissariats de la République au Togo et au Cameroun, à contracter des emprunts formant un total de 3.900.000.000 de francs, promulgué au Togo le 29 août 1931;

Vu le décret du 8 mai 1931, portant création de budgets spéciaux d'emprunt;

Vu le décret du 26 juillet 1932, portant approbation du budget spécial des grands travaux sur fonds d'emprunt exercice 1932, promulgué par arrêté n° 448 du 7 septembre 1932;

Vu le décret du 25 décembre 1932 autorisant l'ouverture des travaux et l'engagement des dépenses sur le programme d'emprunt du territoire du Togo, promulgué au territoire par arrêté 44 du 24 janvier 1933;

Le conseil d'administration entendu;

Sous réserve d'approbation ultérieure par décret;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Il est ouvert au chapitre VI du budget spécial des grands travaux sur fonds d'emprunt, exercice 1932 (dépenses diverses) un crédit

supplémentaire de 518.875 frs. 05 (cinq cent dix huit mille huit cent soixante quinze francs, cinq centimes).

ART. 2. — Il sera pourvu à ce crédit supplémentaire par annulation d'égale somme aux crédits du chapitre V (matériel et matériaux approvisionnés).

ART. 3. — Le présent arrêté qui, vu l'urgence, sera rendu provisoirement exécutoire, sera publié, enregistré et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 26 juin 1933.

R. DE GUISE.

ARRETE N° 386 portant annulation de crédits restés sans emploi à la clôture de l'exercice 1932 au budget local, au budget annexe de la santé publique et au budget spécial des grands travaux sur fonds d'emprunt.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies, notamment en son article 272;

Vu le décret du 13 avril 1932 portant approbation du budget local et du budget annexe de la santé publique et de l'assistance médicale indigène du Togo pour l'exercice 1932; ensemble l'arrêté 255 du 20 mai 1932 le promulguant au territoire;

Vu le décret du 26 juillet 1932 portant approbation du budget spécial des grands travaux et dépenses sanitaires sur fonds d'emprunt du Togo exercice 1932; ensemble l'arrêté 448 du 7 septembre 1932 le promulguant au Territoire;

Vu tous actes modificatifs subséquents les ayant modifiés;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont annulés au budget local (exercice 1932) les crédits suivants restés sans emploi à la date du 31 mai 1933 :

CHAPITRE I	1.480.957,49
— II	16.380,83
— III	7.204,54
— IV	313.484,72
— V	161.407,36
— VI	191.960,32
— VII	52.323,41
— VIII	34.209,29
— IX	80.799,72
— X	137.447,80
— XI	501.343,08
— XII	149.810,85
— XIII	352.388,63
— XIV	13.093,36
— XV	287.299,97
— XVI	340,00
— XVII	93.812,01
— XVIII	600.000,00
— XIX	3.000.000,00
	<hr/>
	7.474.263,38

ART. 2. — Sont annulés au budget annexe de la santé publique et de l'assistance médicale indigène au Togo (exercice 1932) les crédits suivants restés sans emploi au 31 mai 1933 :

CHAPITRE I	44.041,97
— II	452.300,78
— III	67.349,74
— IV	37.276,12
— V	128.565,43
	<hr/> 729.534,04

ART. 3. — Sont annulés au budget spécial des grands travaux sur fonds d'emprunt, exercice 1932 les crédits suivants restés sans emploi au 31 mai 1933 :

CHAPITRE I	73.779,26
— II	249.655,71
— III	131.734,72
— IV	715.311,85
— V	149.262,06
— VII	96.992,10
— VIII	7.674,29
— XI	480.495,00
— XII	266.315,78
— XIII	426.480,25
	<hr/> 2.597.701,02

ART. 4. — Le présent arrêté sera publié, enregistré et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 5 juillet 1933.

R. DE GUISE.

Contribution exceptionnelle sur les traitements

ARRETE N° 365 portant application d'une contribution exceptionnelle sur les traitements du personnel des cadres locaux retribués sur les divers budgets du Territoire.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 2 mars 1910 portant règlement sur la solde et les allocations et accessoires des fonctionnaires, employés et agents des services coloniaux;

Vu l'article 76 de la loi de finances du 28 février 1933, portant création d'une contribution exceptionnelle;

Vu la circulaire du 10 mars 1933 du ministre des finances (direction du budget) fixant les modes d'exécution de la dite contribution;

Vu le radiogramme officiel n° 101 du 3 juin 1933 prescrivant l'application au personnel métropolitain des cadres généraux des dispositions du décret en date du 29 mai 1933 à compter du 1^{er} juin 1933;

Sous réserve d'approbation en conseil d'administration;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — A compter du 1^{er} juillet 1933, il sera établi sur les traitements et soldes des fonction-

naires et agents des cadres locaux retribués sur les divers budgets du Territoire une contribution exceptionnelle fixée d'après le barème ci-dessous :

2% sur la tranche de	12.000 à 20.000
3% sur la tranche de	20.000 à 35.000
4% sur la tranche de	35.000 à 50.000
5% sur la tranche de	50.000 à 65.000
6% sur la tranche de	65.000 à 80.000
7% sur la tranche de	80.000 à 100.000
8% sur la tranche de	100.000 et au-dessus.

ART. 2. — La dite contribution établie mensuellement sera prélevée par voie de précompte sur les sommes à percevoir au titre de la solde par les intéressés.

Les traitements ou solde à considérer, *tout au moins provisoirement*, pour le calcul de la contribution, seront les traitements ou soldes net, c'est-à-dire déduction faite des retenues auxquelles sont assujettis les personnels intéressés en vue de la constitution de leurs pensions ou retraites et à l'exclusion de toutes indemnités ou suppléments même soumis à retenues pour pension.

ART. 3. — Avant toute contribution, il sera déduit du traitement 3.000 francs pour la femme non fonctionnaire, 3.000 francs par enfant mineur, c'est-à-dire âgé de moins de 21 ans.

La situation de famille à envisager pendant toute l'année 1933 pour les abattements sera celle de l'agent au 1^{er} juillet 1933, quelles que soient les modifications qui pourraient survenir en cours d'année.

ART. 4. — Pour tous les cas non explicitement prévus au présent arrêté et en particulier dans le cas de position d'un agent en demi-solde, l'application sera faite suivant les modalités adoptées par la métropole.

ART. 5. — La procédure comptable à suivre en vue du prélèvement de cette contribution fera l'objet d'une circulaire spéciale.

ART. 6. — Vu l'urgence, le présent arrêté qui aura son effet pour compter du 1^{er} juillet 1933, sera enregistré, communiqué, et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 26 juin 1933.

R. DE GUISE.

Approuvé en conseil d'administration dans sa séance du 26 juin 1933.

Logement de personnel militaire

ARRETE N° 367 portant réglementation spéciale au personnel militaire hors cadres au Togo au titre de l'attribution de logement.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 29 décembre 1903 portant règlement sur la solde et les accessoires de solde des troupes coloniales et métropolitaines à la charge du département des colonies;

Vu le décret du 27 janvier 1926 portant révision des soldes et indemnités du personnel militaire à la charge du département des colonies;

Vu l'arrêté 364 du 8 juillet 1932 réglementant l'attribution de logement aux fonctionnaires;

Vu la lettre 642 du 10 janvier 1933 du ministère des colonies — direction du personnel et de la comptabilité;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'arrêté 364 du 8 juillet 1932 portant réglementation de l'attribution des logements aux fonctionnaires est modifié en ce qui concerne le personnel militaire dans les conditions suivantes :

1^o — Les sous-officiers et hommes de troupe en service hors cadres au Togo ont droit au logement en nature sans retenue.

Au cas où il ne pourrait leur être attribué de logement ils auront droit à l'indemnité de logement fixée pour le Territoire à 75 francs par mois.

Ceux qui, mariés, ont laissé leur famille en France, ont droit en outre (qu'ils soient eux-mêmes logés ou non) à l'indemnité de logement prévue pour leur garnison d'origine en France.

2^o — Les officiers hors cadres logés par le Territoire subiront la retenue de logement fixée par le décret du 29 décembre 1903 et modifié par le décret du 27 janvier 1926 portant révision des soldes militaires.

	Fixation de la retenue journalière	
	avec meubles	sans meubles
Colonel	10,00	6,50
Lieutenant-colonel.	8,00	5,50
Chef de bataillon.	6,50	4,50
Capitaine.	4,50	3,00
Lieutenant et sous-lieutenant.	2,50	1,50

ART. 2. — Le présent arrêté, qui aura son effet pour compter du 1^{er} juin 1933, sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 26 juin 1933.

R. DE GUISE.

Indemnité de dépaysement

ARRETE N° 368 rapportant l'arrêté n° 224 du 29 avril 1931 accordant une indemnité de dépaysement au personnel des cadres secondaires de l'A. O. F. en service détaché au Togo.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 11 septembre 1920, fixant le régime de la solde des cadres locaux et supprimant la formalité de l'approbation ministérielle pour certains arrêts;

Vu l'arrêté du 29 avril 1931, accordant une indemnité de dépaysement au personnel des cadres secondaires de l'A.O.F. en service détaché au Togo;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'arrêté susvisé du 29 avril 1931 est modifié ainsi qu'il suit :

L'indemnité dite de dépaysement telle qu'elle est payée actuellement au personnel des cadres locaux secondaires de l'A. O. F., en service détaché au Togo, est réduite de moitié à compter du 1^{er} juillet 1933.

ART. 2. — L'indemnité, telle qu'elle est fixée à l'article 1^{er} du présent arrêté, sera supprimée à compter du 1^{er} janvier 1934.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 26 juin 1933.

R. DE GUISE.

Caisse de réserve

ARRETE N° 369 autorisant un prélèvement ordinaire sur la caisse de réserve du Territoire.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies spécialement en son article 262;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Un prélèvement ordinaire de trois millions huit cent soixante dix neuf mille soixante neuf francs quatre vingt douze centimes sera affecté sur la caisse de réserve du Territoire pour faire face à l'insuffisance définitive des recettes du budget local, exercice 1932.

ART. 2. — Le présent arrêté sera publié, enregistré et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 26 juin 1933.

R. DE GUISE.

Commission municipale

ARRETE N° 371 portant approbation d'une délibération de la commission municipale de la commune mixte de Lomé.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté du 20 novembre 1932 déterminant le mode de constitution, de fonctionnement, le régime administratif et financier des communes-mixtes du Togo;

Vu l'arrêté du 20 novembre 1932 portant création de la commune-mixte de Lomé;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est approuvée la délibération de la commission municipale de la commune-mixte de Lomé en date du 17 mai 1933 :

1^o — En ce qu'elle a institué une imposition de dix centimes additionnels au principal des contributions directes;

2^o — En ce qu'elle a rectifié les erreurs suivantes relevées au budget primitif :

RECETTES ORDINAIRES.

CHAPITRE I

ART. 5. — 3/4 du produit des amendes prononcées par les juridictions françaises mémoire

DÉPENSES OBLIGATOIRES.

CHAPITRE I

Total du chapitre 64.410 frs.

3^o — En ce qu'elle a ouvert le crédit supplémentaire suivant :

DÉPENSES FACULTATIVES.

CHAPITRE II

ART. 7. — Dépenses imprévues 10.000 frs.

4^o — En ce qu'elle a voté les modifications suivantes apportées par le Commissaire de la République au budget primitif :

RECETTES ORDINAIRES.

CHAPITRE I

ART. 4. — 4/5 impôts personnels 24.000 frs.

DÉPENSES OBLIGATOIRES.

CHAPITRE I

ART. 2. — Indemnité de responsabilité au receveur municipal 4.000 frs.

CHAPITRE II

ART. 4. — Solde et accessoires de 10 agents d'hygiène mémoire

CHAPITRE I

ART. 7. — § 2. — Participation de la commune aux dépenses de police municipale . . . 59.594 frs. 50

CHAPITRE I

ART. 16. — Entretien du cimetière 4.461 frs. 50

DÉPENSES FACULTATIVES.

CHAPITRE II

ART. 7. — Dépenses imprévues 7.000 frs.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 26 juin 1933.

R. DE GUISE.

Tarifs du chemin de fer

ARRETE N° 372 portant modifications aux tarifs du chemin de fer.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté n° 69, du 28 janvier 1929 relatif à l'application des tarifs du chemin de fer et du wharf;

Vu la décision ministérielle n° 3.514 du 26 octobre 1931 homologuant ces tarifs;

Vu le procès-verbal en date du 15 juin 1933 de la dixième séance du conseil consultatif du chemin de fer;

Sur la proposition du chef de service du chemin de fer et du wharf;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 16 des tarifs du chemin de fer pour le transport des voyageurs et des marchandises du 31 décembre 1928 est modifié ainsi que suit :

« Art. 16. — Les bicyclettes, motocyclettes et voitures d'enfant emballées ou non, voyagent obligatoirement dans le fourgon.

« Pour l'expédition de ces objets, la lanterne, la plaque et les paquets qui peuvent y être fixés, y compris la sacoche et la pompe doivent être enlevés.

« La vidange du réservoir à essence des motocyclettes devra être effectuée au préalable.

« En cas de perte, dommage ou avarie, l'indemnité maxima sera limitée à 450 francs par motocyclette et 150 francs par bicyclette et voiture d'enfant. »

ART. 2. — L'article 27 des tarifs du chemin de fer pour le transport des voyageurs et des marchandises du 31 décembre 1928 est modifié ainsi que suit :

« Art. 27. — Enregistrement. — Il est perçu pour l'enregistrement des bagages et des articles de messageries, finances, valeurs, objet d'art et chiens un droit de 0,50 par expédition.

« Sur les bagages comprenant un ou des véhicules tels que bicyclettes, motocyclettes, voitures d'enfant, il sera perçu un droit d'enregistrement de 1,50 par expédition.

« Le reste sans changement. »

ART. 3. — Le chef du service du chemin de fer et du wharf est chargé de l'exécution du présent arrêté qui aura son effet à compter du 1^{er} juillet 1933.

Lomé, le 26 juin 1933.

R. DE GUISE.

Rôles supplémentaires

Par arrêté du :

26 juin 1933. — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles supplémentaires afférents à l'exercice 1932 et 1933 détaillés ci-après :

N° DES ROLES	CERCLES	NATURE DE LA CONTRIBUTION			MONTANT
		Impôt sur la population flottante			
179	Atakpamé (Ex. 1932)	Impôt sur la population flottante			40,00
		Taxe d'Hygiène			
180	Klouto	Taxe d'hygiène			100,00
		Impôt personnel (européen)			
181	Klouto	Impôt personnel (européens)			681,14
		Patentes			
		Principal	Centimes Additionnels	10°/o C. M.	
182	Lomé	150,00	52,50		202,50
183	Lomé	375,00	131,25	37,50	543,75
184	Lomé	1.587,50	555,62	158,75	2.301,87
		Licences			
185	Lomé	1.025,00	512,50	102,50	1.640,00
186	Lomé	500,00	250,00	50,00	800,00
		Véhicules			
187	Lomé (Ex. 1932)	20,00	6,00		26,00
		Armes			
188	Lomé (Ex. 1932)	Armes			160,00

La date de mise en recouvrement est fixée au 25 juin 1933.

Bureau d'état-civil du cercle de Lomé

ARRETE N° 376 supprimant le bureau spécial d'état-civil du cercle de Lomé.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté du 19 décembre 1931 créant un bureau d'état-civil au cercle de Lomé pour la population indigène du périmètre urbain;

Vu l'arrêté du 20 novembre 1932 créant la commune-mixte de Lomé;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'arrêté sus-visé du 19 décembre 1931 est et demeure rapporté.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 26 juin 1933.

R. DE GUISE.

**NOMINATIONS, MUTATIONS ETC
CONCERNANT LE PERSONNEL****PERSONNEL EUROPÉEN****ACTES DU POUVOIR CENTRAL****Rappel d'ancienneté**

Par arrêté du ministre des colonies en date du 30 mai 1933, est accordé le rappel d'ancienneté pour services militaires suivant :

M. ROUSSEL (Joseph), administrateur-adjoint de 1^{re} classe des colonies : 2 ans 2 mois 12 jours.

ACTES DU POUVOIR LOCAL**Nomination**

Par arrêté du :

28 juin 1933. — M. BRUNT Louis est admis dans le cadre des chemins de fer du Togo en qualité de sous-chef de gare avant 18 mois.

M. BRUNI conservera dans ce grade le bénéfice de la solde à laquelle il avait droit en qualité de sous-chef de gare contractuel jusqu'au moment où son avancement dans la hiérarchie lui confèrera une solde supérieure ou égale.

Rappel d'ancienneté

Par arrêté du :

28 juin 1933. — Un rappel de 6 ans 8 mois 5 jours au titre d'ancienneté et bonification d'ancienneté pour services militaires, octroyé en vertu des lois du 1^{er} avril 1923, 17 avril 1924 et 9 décembre 1927, accordé par arrêté du 24 décembre 1930 est conservé à M. VEUILLET Camille, chef de section avant 2 ans du cadre des chemins de fer du Togo.

M. VEUILLET Camille passe à l'échelon chef de section après 4 ans à compter du 1^{er} juillet 1933.

Il conserve dans cet échelon un reliquat de 2 ans 8 mois 5 jours d'ancienneté pour services militaires.

Affectations

Par arrêté du :

26 juin 1933. — M. REHART, commissaire de police de 3^e classe du cadre local supérieur de la police du Togo, est nommé chef titulaire du service de police et sûreté pour compter du 1^{er} juillet 1933.

Par décisions des :

24 juin 1933. — M. le lieutenant d'administration BOURV, débarqué à Lomé le 14 juin 1933, remplira les fonctions d'adjoint-administratif du chef du service de santé, de comptable-gestionnaire de l'hôpital de Lomé, de régisseur de la caisse d'avances dudit hôpital, en remplacement du capitaine d'administration BOUTAUD, rapatriable.

Il aura droit à l'indemnité de responsabilité allouée au régisseur de caisse d'avances à l'hôpital de Lomé, prévue à l'arrêté du 20 mai 1933.

M. LE GLATIN, commis-stagiaire des services civils est mis à la disposition du chef du bureau des services financiers.

28 juin 1933. — Le médecin lieutenant BERTRAND, affecté au poste d'observation sanitaire de Lama-Kara par décision n° 844, en date du 13 décembre 1932, est nommé médecin-adjoint au médecin-chef du secteur de prophylaxie.

Sa résidence est fixée provisoirement à Lama-Kara où il assurera le service du dispensaire, en dehors des tournées de protection qui lui seront ordonnées par le médecin-chef du secteur.

5 juillet 1933. — M^{me} COMBES, est chargée de l'enseignement de la couture aux filles de l'école régionale de Sokodé.

Cet enseignement sera rétribué à raison de douze francs par heure de cours, jusqu'à concurrence de cinq heures par semaine, sur certificat de service fait.

Disponibilité

Par arrêté du :

4 juillet 1933. — M. DAIN, Marie, Arthur, adjoint des services civils du Togo, dans la position de disponibilité sans traitement, depuis le 5 juillet 1931, est maintenu d'office, dans la même position pour une nouvelle période d'une année pour compter du 5 juillet 1933.

Engagement

Par décision du :

4 juin 1933. — M^{me} JAGU est agréée en qualité de dame-dactylographe et affectée au cabinet de M. le Commissaire de la République à compter, du 1^{er} juillet 1933.

Compagnie de milice

Par décision du :

6 juillet 1933. — Le sergent GEIGER René de l'infanterie coloniale, en service hors-cadres à la compagnie de milice du Togo sera remis à la disposition de son corps le B. T. S. N° 5 et dirigé sur Abidjan par le paquebot *Touareg* quittant Lomé le 16 juillet 1933.

Huissier

Par décision du :

6 juillet 1933. — M. VENANCE, inspecteur-stagiaire de police du cadre supérieur de la police du Togo, est nommé huissier près le tribunal de 1^{re} instance de Lomé, en l'absence de commis-greffier.

PERSONNEL INDIGÈNE

Affectations

Par décisions des :

24 juin 1933. — Le mécanicien-conducteur de 5^e classe NAPPO BOGONOU, précédemment en service à Nuatja, est affecté au garage central à Lomé.

26 juin 1933. — Le commis-expéditionnaire auxiliaire (2^e échelon) Charles QUEVISON, précédemment à la disposition du chef du service de police et de sûreté, est affecté au cabinet du Commissaire de la République.

28 juin 1933. — La sage-femme auxiliaire de 3^e classe Christine D'ALMEIDA, en service à Mango, est affectée à Lomé.

La sage-femme auxiliaire de 3^e classe stagiaire Joséphine DIOGO, en service à Lomé, est affectée à Mango en remplacement de Christine D'ALMEIDA.

Licenciements

Par décision du :

26 juin 1933. — Sont licenciés de leur emploi pour inaptitude professionnelle les chefs d'équipe stagiaires APETOGBO AMOUSSOU et SEWONOU AVOUSSOU, en service au chemin de fer, pour compter du 1^{er} juillet 1933.

4 juillet 1933. — Le garde d'hygiène de 4^e classe stagiaire Azokoue Henri, en service à Lomé, est licencié de son emploi pour inaptitude physique.

Sanctions disciplinaires

Par décision du :

24 juin 1933 — Un blâme avec inscription au dossier est infligé au maître-ouvrier de 7^e classe Do Rego Seydou, en service à Sokodé, pour faute grave.

Par arrêté du :

6 juillet 1933. — Le commis-expéditionnaire de 7^e classe GABA AYITÉ Joseph, est révoqué de ses fonctions à compter du 14 décembre 1932.

Congés

Par décisions des :

24 juin 1933. — Un congé de 28 jours, avec traitement, du 4 au 31 juillet 1933 inclus, est accordé à l'ouvrier de 1^{re} classe du chemin de fer Paul RUFFINO, en service à la traction, pour en jouir à Anié.

26 juin 1933. — Une prolongation de congé de 30 jours, pour maladie avec demie-solde du 13 juin au 12 juillet 1933, est accordé à M. Georges AMES, maître-ouvrier des travaux publics, pour en jouir au Territoire.

Un congé de 30 jours, avec traitement, du 1^{er} au 30 juillet 1933 inclus, est accordé au canotier de 1^{re} classe LANZO AMÉGNON, en service au wharf, pour en jouir à Palimé.

Un congé de 30 jours, avec traitement, du 1^{er} au 30 juillet 1933 inclus, est accordé au téléphoniste de 5^e classe AMOUZOU ABALLO, en service au chemin de fer pour en jouir au Territoire.

Un congé de 30 jours, avec traitement, du 1^{er} au 30 juillet 1933 inclus, est accordé au maître-ouvrier de 7^e classe PADE Robert, en service au chemin de fer (traction) pour en jouir à Atakpamé.

Un congé de 30 jours, avec traitement, du 3 juillet au 1^{er} août 1933 inclus, est accordé au mécanicien de 5^e classe KLOUSSÉ AGBONO, en service au chemin de fer (traction), pour en jouir à Anécho.

4 juillet 1933. — Un congé de 30 jours, avec traitement, du 20 juillet au 18 août 1933 inclus, est accordé au commis-expéditionnaire de 3^e classe GNANSOUNNOU Victor, en service au chemin de fer (bâtiments), pour en jouir au Territoire.

Un congé de 56 jours, avec traitement, du 12 juillet au 5 septembre 1933 inclus, est accordé au facteur enregistreur de 1^{re} classe KUAKUTSE Ferdinand, en service au chemin de fer, pour en jouir au Togo.

5 juillet 1933 — Un congé de 90 jours, avec traitement, du 10 juillet au 7 octobre 1933 inclus, est accordé au mécanicien-conducteur de 1^{re} classe KOUAKO KOUAWO, en service au garage central, pour en jouir à Palimé.

6 juillet 1933 — Un congé de 30 jours, avec traitement, du 15 juillet au 13 août 1933 inclus, est accordé au préposé de 7^e classe SODJI TOOVI Prosper, en service au bureau des douanes de Lomé, pour en jouir à Palimé.

Suspension de fonctions

Par décision du :

24 juin 1933. — Le chef d'équipe de 1^{re} classe GUISSÉNOU MAGNON est suspendu de ses fonctions.

Indemnité

Par décision du :

4 juillet 1933. — L'aide microscopiste ASSI Robert en service au secteur de la trypanosomiase à Pagouda est autorisé à utiliser sa bicyclette pour les besoins du service.

Il aura droit de ce fait à l'indemnité représentative fixe de 15 francs par mois payable dans les conditions prévues par les arrêtés en vigueur.

FORCES DE POLICE

Engagements

Par arrêté du :

28 juin 1933. — Sont engagés pour 1 an dans les forces de police :

A compter du :

1^{er} avril 1933. — AMADOU, stagiaire à la compagnie de milice, comme milicien 2^e classe, Mle M/253.

HENOU, stagiaire à la compagnie de milice, comme milicien 2^e classe Mle M/254.

MAMAIZE DOMI, stagiaire à la compagnie de milice, comme milicien 2^e classe, Mle M/255.

SALOU BOULALA, stagiaire à la compagnie de milice, comme milicien 2^e classe, Mle M/256.

GOUVIDE, stagiaire à la compagnie de milice, comme milicien 2^e classe, Mle M/257.

ARCHANA, stagiaire à la compagnie de milice, comme milicien 2^e classe Mle M/258.

SIDO BILOU, stagiaire à la compagnie de milice, comme milicien 2^e classe, Mle M/259.

KOULOUA, stagiaire à la compagnie de milice, comme milicien 2^e classe, Mle M/260.

ZEKPA Joseph, stagiaire à la compagnie de milice, comme milicien 2^e classe, Mle M/261.

APEKEY Arnold, stagiaire à la compagnie de milice, comme milicien 2^e classe, Mle M/262.

3 avril 1933. — **MAMADOU II**, stagiaire à la compagnie de milice, comme milicien 2^e classe, Mle M/263.

OURI KEFTA, stagiaire à la compagnie de milice, comme milicien 2^e classe, Mle M/264.

VIDJAGNI AISUNI, stagiaire à la compagnie de milice, comme milicien 2^e classe, Mle M/265.

17 mars 1933. — **BAIMA AHAMADAH**, stagiaire au détachement de police, comme garde de 2^e classe Mle 956.

1^{er} avril 1933. — **KODJO ALAGBE**, stagiaire au détachement de police, comme garde de 2^e classe Mle 957.

14 avril 1933. — **SETH ANOMAH**, stagiaire à la compagnie de milice, comme garde de 2^e classe Mle 958.

Congés

Des congés avec traitement et gratuité de transport (aller & retour) sont accordés aux gardes dont les noms suivent :

15 jours : **KOLASSOGA**, garde de 1^{re} classe, Mle 206, du peloton de Mango (accompagné de sa femme & 2 enfants) pour en jouir à Tchatchaou (Sokodé).

30 jours : **BILATAKOURA**, garde de 2^e classe, Mle 575, du peloton d'Atakpamé (accompagné de sa femme) pour en jouir à Niamtougou (Sokodé).

Licenciements

Sont licenciés pour compter du 1^{er} juillet 1933 :

ALI II, garde de 1^{re} classe Mle 952, du peloton de dépôt (fin de contrat).

MAMADY SISSOKO, milicien de 1^{re} classe Mle M/239, de la compagnie de milice (inaptitude professionnelle).

Togosso, stagiaire de la compagnie de milice (inaptitude professionnelle).

Démissions

Sont accordées pour compter du 1^{er} juillet 1933 les démissions offertes par les gardes de 2^e classe dont les noms suivent :

MENSAH D. François, commis aux écritures, Mle 878, de la section des commis & ouvriers des forces de police.

KOUSSADE Emile, tailleur, Mle 843, de la section des commis & ouvriers des forces de police.

KUAKU Arnold, tailleur, Mle 839, de la section des commis & ouvriers des forces de police.

DOMINGO Albert, tailleur, Mle 852, de la section des commis & ouvriers des forces de police.

KWANVI Joseph, ouvrier à fer, Mle 879, de la section des commis & ouvriers des forces de police.

GRUNITZKY, François, ouvrier à fer, Mle 847, de la section des commis & ouvriers des forces de police.

Affectations

1^{er} — Sont affectés pour compter du 1^{er} juillet 1933 :

a) au peloton de Sokodé.

MOUSSA PATCHA, garde de 1^{re} classe, Mle 955, du peloton de dépôt.

KOUANDAN, garde de 2^e classe, Mle 483, du peloton d'Atakpamé.

b) au peloton de dépôt.

Esso II, garde de 1^{re} classe, Mle 643, du peloton de Sokodé.

KOYOHOUN, garde de 1^{re} classe, Mle 786, de la police municipale.

c) à la police municipale.

SETH ANOMAH, garde de 2^e classe, Mle 958, de la compagnie de milice.

2^o — Le garde de 1^{re} classe **PODJO**, Mle 136, du peloton de Sokodé est mis définitivement à la disposition du médecin-chef du service d'émigration.

Ce garde reste affecté « pour ordre » au peloton de Sokodé qui est chargé de son administration.

Agrément d'agents stagiaires

Sont agréés en qualité de stagiaires à la compagnie de milice à compter du :

1^{er} juillet 1933. — **HOUNDJOE Jean**,

— **MOUSSA ALI**,

— **HOUSSOU Antoine**,

— **MADODE**.

Punitions

1^o — Une punition de 15 jours de prison avec retenue de solde est infligée à chacun des gardes dont les noms suivent :

MANINTEDE, garde 1^{re} classe Mle 373, du peloton de Lomé.

« Ivresse en service et attitude incorrecte envers son chef de peloton ».

AJAVON Damien, garde 2^e classe Mle 828, de la police municipale.

« A esquivé le service pendant 5 jours se disant malade sans s'être fait inscrire au cahier de visite ».

2^o — Une punition de 15 jours de prison dont 8 avec retenue de solde est infligée au milicien de 2^e classe **MEDO MOSSI**, Mle M/237, de la compagnie de milice.

« Pour avoir été surpris assoupi étant de faction ».

Suppression de la section des commis et ouvriers des forces de police

Par arrêté du :

28 juin 1933. — L'arrêté n° 532 du 15 septembre 1931 portant organisation d'une section des commis et ouvriers des forces de police est rapporté à compter de ce jour.

Les commis et ouvriers des forces de police seront versés à la compagnie de milice avec leur grade et leur solde. Ils suivront le sort réservé aux miliciens et bénéficieront des mêmes avantages en ce qui concerne l'avancement et le passage dans la garde indigène.

Démission

Par décision du :

4 juillet 1933. — Est acceptée, pour compter du 1^{er} juillet 1933, la démission de leur emploi, offerte par

les agents des forces de police de la section des commis et ouvriers dont les noms suivent :

François D. MENSAH,	KOUAKOU Arnold,
KOUANVI Joseph,	DOMINGO Albert,
KOUSSADÉ Emile,	GRUNITZKY François.

CENSEUR ADMINISTRATIF

Par décision du :

30 juin 1933. — M. BERNARD, rédacteur principal de 1^{re} classe du ministère des colonies, chef des bureaux des affaires politiques et de l'administration générale est désigné pour procéder en qualité de censeur administratif à la vérification de l'agence de la banque de l'Afrique occidentale à Lomé pour le mois de juin 1933.

COMMISSIONS

Par décisions des :

26 juin 1933. — Sont nommés membres de la commission des mercuriales :

M. M. BARETTE, agent de la compagnie française de l'Afrique occidentale en remplacement de M. CURTAT, agent la société générale du Golfe de Guinée qui a quitté le Territoire.

PERKINS, agent des établissements JOHN HOLT & Cie en remplacement de M. HESLEY HOWELLS qui a quitté le Territoire.

28 juin 1933. — M. BAUCHÉ, administrateur en chef des colonies, inspecteur des affaires administratives, est nommé président de la commission des marchés.

COMMISSION D'ENQUÊTE

Par arrêté du :

28 juin 1933. — Une commission d'enquête composée de :

M. M. FOURSAUD, administrateur-adjoint de 1 ^{re} classe des colonies	<i>Président</i>
LIEGEY, chef de district principal,	} <i>Membres</i>
GOZAN KLOUTSE chef d'équipe de 7 ^e classe,	

se réunira sur la convocation de son président à l'effet de donner son avis sur le cas du chef d'équipe de 7^e classe GUISSENOU MAGNON.

Elle devra répondre aux questions suivantes :

1^o — Le chef d'équipe de 7^e classe GUISSENOU MAGNON s'est-il rendu coupable de faute grave et de négligence dans son service ?

2^o — A-t-il fait preuve de mauvaise manière de servir ?

Le chef d'équipe de 7^e classe GUISSENOU MAGNON sera admis à présenter sa défense, oralement ou par écrit.

La commission donnera ensuite son avis sur la sanction disciplinaire à infliger à l'agent en cause en se prononçant d'abord sur la peine la plus élevée (1^{re} révocation — 2^e rétrogradation).

M. LIEGEY remplira les fonctions de rapporteur de la susdite commission.

COMMISSION DE CLASSEMENT

Par décision du :

30 juin 1933. — Les différentes commissions de classement du personnel indigène régi par l'arrêté du 23 juin 1928, se réuniront le 7 juillet 1933, au bureau du personnel en vue d'établir le tableau d'avancement dudit personnel pour l'année 1933 (2^e semestre).

Ces commissions sont composées de la façon suivante :

Pour toutes les commissions.

M. M. BAUCHÉ, administrateur en chef des colonies, inspecteur des affaires administratives	<i>Président</i>
REMY, administrateur de 1 ^{re} classe des colonies, chef du cabinet du Commissaire de la République,	} <i>Membres</i>
GAUDONVILLE, adjoint-principal des services civils, affecté au bureau du personnel.	

Enseignement (à 8 heures)

M. M. MARTIN, chef du service de l'enseignement p. i.

a) *Instituteurs*

N'DIAYE BOUBAKAR, instituteur-adjoint de 2^e classe

KPONTON Hubert, instituteur-adjoint de 3^e classe.

b) *Moniteurs*

SINZOGAN Léonard, moniteur de 3^e classe.

M^{me} RANDOLPH Adéline, monitrice de 4^e classe.

Enseignement privé

R. P. RIEBSTEIN, directeur des écoles catholiques.

M. M. CARRIERE, directeur des écoles protestantes.

KLOU Samuel, instituteur auxiliaire de 2^e classe (M. E.).

KOWU Pierre, moniteur de 3^e classe (M. C.)

Agriculture (8 h. 30)

M. M. CODÉ, chef du service de l'agriculture.

SANSON Anatole, moniteur auxiliaire de 3^e classe.

KLOUTSE Joseph, moniteur auxiliaire de 4^e classe.

Douanes (8 h. 45)

M. M. BARBARROUX, chef du service des douanes.

Pour les commis des douanes

Dossou Augustin, commis-expéditionnaire principal de 2^e classe.

GBEDEY Robert, commis-expéditionnaire principal de 5^e classe.

Pour les préposés des douanes

PEDANU Andréas, préposé de 5^e classe.

GEBLEWU Nicolas, préposé de 4^e classe.

Postes (9 h.)

M. M. DAGORN, chef du service des postes.

a) *Commis*

KAGNI Karl, commis de 1^{re} classe.

ANTHONY, commis de 2^e classe.

b) Surveillants

AMEDOVOKPO, surveillant de 3^e classe.
Dovi Christophe, surveillant auxiliaire de 2^e classe.

c) Facteurs

AJAVON Joseph, facteur de 2^e classe.
AYITÉ Christophe, facteur de 3^e classe.

Santé (9 h. 30)

M. le Docteur LEFÈVRE, chef du service de santé.

a) Aides-médecins

M.M. AKAKPO Dorothee, aide-médecin de 3^e classe.
FOLLY Martin, aide-médecin de 4^e classe.

b) Infirmiers

FOLLY Martin, aide-médecin de 4^e classe.
ZEKPA APOTÉ Samuel, infirmier de 3^e classé.

Commis-expéditionnaires (10 h.)

M.M. FRÉAU, commandant le cercle de Lomé.
Dossou Augustin, commis-expéditionnaire principal de 2^e classe.
GBEDEY Robert, commis-expéditionnaire principal de 5^e classe.

Interprètes (10 h. 30)

M.M. FRÉAU, commandant le cercle de Lomé.
KEMPSON Frantz, interprète de 1^{re} classe.
Jérôme AHAMADAH, interprète de 3^e classe.

Plantons (10 h. 45)

M.M. FRÉAU, commandant le cercle de Lomé.
OROGBO Jean, planton de 1^{re} classe.
GNIMAVO AMOUSSOU, planton de 6^e classe.

Ouvriers des travaux publics (11 h.)

M.M. COSTARRAMONE, chef du service des travaux publics.
YESSOUFOU Sant'Anna, maître ouvrier de 2^e classe.
Moïse AMADOU, maître ouvrier de 4^e classe.

Mécaniciens conducteurs d'automobiles (11 h. 10)

M.M. COSTARRAMONE, chef du service des travaux publics.
BASSARI BONDIOU, mécanicien conducteur de 1^{re} classe.
Andréas ALLEN, mécanicien conducteur de 5^e classe.

Personnel du chemin de fer et du wharf (11 h. 15)**Pour toutes les commissions :**

M.M. BILLET, chef du service du chemin de fer et du wharf.

Facteurs enregistreurs

VIEIRA Marcellin, facteur enregistreur de 1^{re} classe.
KÖHLER Joseph, facteur enregistreur de 1^{re} classe.

Chefs de trains

M.M. Yovo Jean, chef de train de 6^e classe.
BRYM Moïse, chef de train de 7^e classe.

Ouvriers

M.M. Michel ADEKAMBI, maître ouvrier de 3^e classe.
AMOUZOU Daniel, maître ouvrier de 7^e classe.

Mécaniciens

M.M. Jean FREITAS, chef mécanicien de 4^e classe.
François MENSAH, mécanicien de 1^{re} classe.

Canotiers

M.M. DEVENOU, canotier de 1^{re} classe.
Johannes, canotier de 1^{re} classe.

DÉPOT PHARMACEUTIQUE

Par arrêté du :

26 juin 1933. — La compagnie générale des comptoirs africains est autorisée, dans les conditions fixées par l'arrêté du 15 novembre 1928, à tenir un dépôt de produits pharmaceutiques (liste n° 1) à Atakpamé, dans la boutique tenue par M. Michel SEGLA; en remplacement de M. Daniel JUTEAU.

Est révoquée l'autorisation donnée à M. Daniel JUTEAU par arrêté n° 208 du 22 avril 1932.

Est révoquée l'autorisation donnée à M. Michel SEGLA par arrêté n° 259 du 24 mai 1932.

FÉLICITATIONS OFFICIELLES**Ordre de félicitation**

Des félicitations officielles sont décernées à l'éclaireur Stanislas SOBOGA qui, par l'intelligence et l'esprit dont il a fait preuve, a permis l'arrestation d'un malfaiteur recherché depuis plusieurs jours par la police.

— Le présent ordre sera lu à la troupe des éclaireurs français du Togo.

Lomé, le 5 juillet 1933,

Le Commissaire de la République,
R. DE GUISE.

LOTISSEMENT

Par arrêté du :

26 juin 1933. — Est et demeure rapporté l'arrêté n° 181 du 24 mars 1933 portant attribution à titre provisoire à Cecile D'ALMEIDA (née METZGER) du lot n° 4 du terrain immatriculé au livre foncier du cercle de Lomé volume III n° 511.

Est approuvée l'attribution provisoire au sieur Maurice D'ALMEIDA, facteur-enregistreur au chemin de fer du Togo, demeurant à Lomé, d'un terrain domanial de la contenance de cinq ares quatre vingt sept centiares, sis à Lomé, cercle de Lomé, constituant le lot n° 4 du terrain immatriculé au livre foncier du cercle de Lomé vol. III n° 511 aux conditions stipulées dans le cahier des charges préalable à la mise en adjudication et moyennant le prix de six mille sept cents francs.

REMBOURSEMENT DE MARCHANDISES

Par décision du :

26 juin 1933. — Est autorisé le remboursement au profit de M. MIKOHUN TÈRÈ, pêcheur domicilié à Abobo (cercle de Lomé) d'une somme de 70 francs représentant la valeur d'un panier de poisson fumé égaré par le service du chemin de fer en cours de transport.

Cette dépense sera imputée au budget annexe de l'exploitation du chemin de fer et du wharf — exercice 1933 — chapitre V — art. 4 — parag. 1 — dépenses imprévues.

TAXE DE STATISTIQUE

Par arrêté du :

26 juin 1933. — Est autorisé au profit de « United Africa Company » le remboursement de la somme de sept mille quatre cent soixante quatre francs (7.464 francs) trop perçue au titre de taxe de statistique.

VACANCES SCOLAIRES

Par décision du :

28 juin 1933. — La date des vacances pour le deuxième semestre scolaire 1933 dans les écoles officielles est fixée comme suit :

I. — Vacances du 3^e trimestre :

Du 16 juillet au 20 août.

II. — Grandes vacances :

Du 23 décembre au 1^{er} février 1934.

DOMAINES**Avis de demandes d'immatriculation**

au livre foncier du cercle de Lomé

Suivant réquisition, n° 876, déposée le 11 juillet 1933 le sieur Timothy Agbetsiafa Anthony, profession de

propriétaire-cultivateur, demeurant et domicilié à Lomé, agissant en son nom personnel en qualité de propriétaire a demandé l'immatriculation au livre foncier du cercle de Lomé, d'un immeuble rural, non bâti, consistant en un terrain en forme de polygone irrégulier d'une contenance totale de 8 hectares 40 ares 37 centiares situé à Bè, (cercle de Lomé) et borné au nord par terrain à Gassou et Misogbé, à l'est par un passage aux troupeaux, au sud par terrain au requérant, à l'ouest par terrain à Wuanyo et Avuzi.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition n° 877, déposée le 11 juillet 1933, le sieur Timothy Agbetsiafa Anthony, profession de propriétaire-cultivateur, demeurant et domicilié à Lomé, agissant en son nom personnel en qualité de propriétaire a demandé l'immatriculation au livre foncier du cercle de Lomé, d'un immeuble rural, non bâti, consistant en un terrain en forme de quadrilatère irrégulier d'une contenance totale de 1 hectare 19 ares 72 centiares situé à Lomé suburbain, (cercle de Lomé) et borné au nord par terrain à Bleshí, à l'est par un sentier le séparant du terrain à la mission catholique, au sud par terrain au chef Adjallé Jacob, à l'ouest par terrain à Aho Agbozo.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition aux présentes immatriculations, à la main du conservateur soussigné, dans le délai de trois mois, à compter de l'affichage du présent avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du tribunal civil de Lomé.

Le conservateur de la propriété foncière,

PEYROTTE.

**ÉTAT DES PRODUITS DU CRU EXPORTÉS PENDANT
LE MOIS DE JUIN 1933**

PRODUITS	EXPORTATION mois de juin 1933	EXPORTATION TOTALE au 30 juin	
		1933.	1932
Maïs	32.412	84.440	60.400
Farine de manioc	74.806	252.717	67.068
Haricots	2.396	11.980	21.423
Ignames	5.253	111.678	241.949
Araehides en coques	1.388	41.723	58.460
Coprah	—	540.927	629.961
Amandes de palme	868.502	3.944.266	4.863.116
Café en fèves	171	19.106	18.387
Cacao	66.169	4.309.684	4.348.841
Piment	759	10.109	14.643
Huile de palme	161.872	325.902	617.922
Coton égrené	184.073	646.764	522.177
Kapok égrené	21.722	43.007	111.925
Beurre de karité	4.500	22.875	—

PARTIE NON OFFICIELLE

« L'administration du Territoire déclare décliner toutes responsabilités à quelque titre que ce soit des textes insérés dans la partie non officielle. »

SOCIÉTÉ AFRICAINE FINANCIÈRE ET AGRICOLE — S. A.

M.M. les Actionnaires de la SOCIÉTÉ AFRICAINE FINANCIÈRE ET AGRICOLE (SOCAFA), Société anonyme au capital de trois millions de francs, dont le siège est à Atakpamé (Togo), sont convoqués en Assemblée générale ordinaire annuelle, au siège social,

à Atakpamé, le lundi dix-sept juillet mil neuf cent trente-trois, avec l'ordre du jour suivant :

- 1° — Approbation des comptes de l'exercice 1932.
- 2° — Nomination des commissaires aux comptes.
- 3° — Autorisation à donner aux administrateurs conformément à la loi du 24 juillet 1867.

Un Administrateur.